

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| POLITIQUE INTERIEURE..... | 2 |
| VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002 | 2 |
| <i>Parlement : commission d'enquête parlementaire, destitution du président.....</i> | 2 |
| <i>« Mou Vance présidentielle », crise au sein du parti TIM.....</i> | 3 |
| <i>Difficultés de l'opposition, tentatives d'organisation.....</i> | 4 |
| <i>Exilés et condamnés de la crise de 2002</i> | 7 |
| <i>Missions de l'armée</i> | 10 |
| <i>Décentralisation.....</i> | 11 |
| RELATIONS EGLISES-ETAT, EGLISE CATHOLIQUE | 11 |
| LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, BONNE GOUVERNANCE, FIABILISATION DES ELECTIONS | 12 |
| <i>Activités du BIANCO et du CSLCC.....</i> | 12 |
| <i>Bonne gouvernance.....</i> | 14 |
| <i>Fiabilisation des élections</i> | 16 |
| DIPLOMATIE, RELATIONS FRANCO-MALGACHES..... | 16 |
| DROITS HUMAINS, CICR, INSECURITE | 17 |
| <i>Insécurité.....</i> | 19 |
| AGITATION ETUDIANTE, EDUCATION | 20 |
| MEDIAS..... | 20 |
| SYNDICALISME..... | 21 |
| ECONOMIE..... | 21 |
| FMI : CONDITIONNALITES..... | 21 |
| CRISE BUDGETAIRE, ANNULATIONS DE CREDITS, « REQUISITIONS »..... | 22 |
| COOPERATION, BAILLEURS DE FONDS | 25 |
| INVESTISSEMENTS ETRANGERS, COMMERCE EXTERIEUR, TOURISME..... | 26 |
| CRISE DU RIZ..... | 28 |
| PROBLEMES ENERGETIQUES ET CRISE DE LA JIRAMA | 29 |
| INTEGRATION REGIONALE : COI, COMESA, CAE, ADHESION A LA SADC..... | 31 |
| <i>Adhésion à la SADC.....</i> | 32 |
| CONJONCTURE, ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 34 |
| MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE..... | 35 |
| PLANIFICATION FAMILIALE, SANTE PUBLIQUE..... | 36 |

POLITIQUE INTERIEURE

Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

STEFANIE HANKE Représentant résident de la Friedrich Ebert Stiftung s'exprime sur la démocratie à Madagascar : «à partir des standards européens, on peut dire que **les partis malgaches ne sont pas démocratiques**. Le militantisme n'existe pas, **les gens s'attachent plutôt au parti au pouvoir** pour plusieurs raisons. Les partis sont pris comme un **véhicule pour avoir un poste**. Au plan programmatique et idéologique, il y a du travail à faire. De même, les partis doivent travailler la base pour mobiliser les militants. Je remarque aussi que pour la plupart d'entre eux, **les partis malgaches sont dirigés par des raiamandreny** [notables]. En 2002, nous avons déjà appuyé à l'élaboration de la loi sur les partis, leurs financements. **Sur quelles bases sont financés les partis ? On l'ignore !** Pourtant ce volet se trouve à la base d'une élection transparente. Tous les grands partis ont signé mais ils sont aujourd'hui réticents. Mais il faut que cette loi soit effective pour les élections à venir notamment la présidentielle de 2007. Il en est de même pour le **code électoral et le fonctionnement du conseil national électoral**, sinon **le pays risque de revenir aux événements de 2002**. Il appartient désormais aux Malgaches de prendre leur responsabilité. **Les bailleurs vont tout faire pour que les événements de 2002 ne se reproduisent plus**. Il ne faut pas attendre la veille de 2007 pour se rendre compte que rien n'est préparé. Ici, **dire la vérité et émettre des critiques ne sont pas bien vus** et ne sont pas des attitudes positives. A l'université, **les jeunes ne sont pas formés à avoir un esprit critique**. De tout temps, le Fihavanana [consensus] est instrumentalisé politiquement pour **bâillonner l'opposition et les critiques**. Pourtant, dans une société démocratique et ouverte, il faut savoir gérer les conflits pour avancer, poser les problèmes, savoir discuter. Peut-être que **les Malgaches doivent se demander s'ils veulent vraiment la démocratie**, car ces notions que je viens d'évoquer peuvent la bloquer. (D'après Midi du 22/08/05)

Parlement : commission d'enquête parlementaire, destitution du président

La clôture de la session parlementaire s'est effectuée sous la présidence de JEAN LAHINIRIKO, **retenu à son poste après démission** suite à l'intervention de la Haute Cour Constitutionnelle. Les députés se donnent rendez-vous en septembre, prochaine session, pour discuter de la suite à donner à cette affaire. (D'après L'Express du 01/08/05)

Les députés du TIM persistent pour la destitution du bureau permanent de l'Assemblée nationale : constituée officiellement avant la fin de la session parlementaire, **la Commission d'enquête chargée d'apporter les preuves des défaillances des membres du bureau permanent de l'Assemblée nationale**, a tenu sa première réunion de travail. Parallèlement, les autres députés initiateurs de la motion de destitution, se sont également rencontrés pour des échanges d'informations. Des élus du TIM ont fait part de leurs impressions sur les chances d'aboutissement de la procédure de destitution. En dépit des remarques et avis émis par la HCC, ces députés affichent une détermination à toute épreuve en vue de faire aboutir leur initiative : « **Nous pensons que notre cause est fondée, et nous allons apporter toutes les preuves des dysfonctionnements dans la gestion des affaires de l'Assemblée nationale, conformément à l'avis de la HCC. Il ne s'agit pas d'une animosité personnelle contre qui que ce soit, mais il y va de l'honneur et de l'image de l'institution que nous représentons...** ». (D'après Les Nouvelles du 02/08/05)

Destitution de LAHINIRIKO - La commission d'enquête tergiverse : la commission d'enquête parlementaire de la Chambre basse se trouve déjà face à des difficultés. 2 semaines après sa désignation, elle doit faire face à des "**manœuvres dilatoires**". Après 3 réunions seulement,

des signes de «*problèmes*» sont déjà perceptibles. En coulisses, la finalisation de la liste définitive des membres de la commission est avancée comme une des sources des “*tergiversations*”. (D’après *L’Express* du 08/05/08)

Commission d’enquête, théâtre des calculs politiques : *elle ne sera opérationnelle qu’au début de la seconde session de l’Assemblée nationale.* Rien ne marche comme prévu au sein de la Commission d’enquête parlementaire chargée d’effectuer des investigations dans la gestion de l’Assemblée nationale, ayant comme cible principale le président JEAN LAHINIRIKO. La mise en place des sous-commissions a déclenché une bataille qui devra être tranchée devant l’Assemblée nationale au début de la seconde session de fin septembre. Ce qui signifie que d’ici là, la commission d’enquête ne sera pas opérationnelle. La recherche des "motifs graves" pour destituer le président de l’Assemblée nationale, une des principales tâches de la fameuse commission d’enquête parlementaire n’a pour le moment abouti qu’à *fissurer le parti TIM.* (D’après *Midi et Tribune* du 11/08/05)

Des élus vont jusqu’à solliciter, que la commission procède aussi à des enquêtes et investigations sur des sujets brûlants du pays : offre de marché sur des grands travaux, paiement des anciens réservistes, gestion de la Jirama, achat des vaches laitières, fonctionnement des régions... Une proposition louable, car elle rehausse l’existence d’une commission parlementaire et dépasse les simples querelles politiciennes. La proposition fut, dit-on, mal accueillie par la vice-primature, qui sait pertinemment, qu’il s’agira d’un contrôle de l’Exécutif. (D’après *La Gazette* du 08/05/08)

Gestion de l’Assemblée Nationale : une réorganisation dans l’air ! Des députés ont été convoqués par le président de l’Assemblée nationale, JEAN LAHINIRIKO pour échanger sur les péripéties qui ont marqué la gestion de la Chambre Basse pendant les 2 ans et demi de sa présidence. Il serait allé jusqu’à reconnaître ses erreurs en promettant qu’il fera en sorte *que les erreurs de gestion ne se reproduiront plus.* Pour certains députés, le président de l’Assemblée nationale veut leur demander indirectement d’arrêter les travaux de la fameuse commission d’enquête parlementaire. JEAN LAHINIRIKO envisage de réorganiser la gestion de l’Institution. (D’après *Tribune* du 09/08/05)

« Mouvance présidentielle », crise au sein du parti TIM

Plate-forme pour une Patrie Nouvelle (PPN) : apporter des solutions positives. Nouveau parti politique ou nouvelle association *roulant pour le régime actuel*, selon son porte-parole, GEORGES SYLVAIN RATSIMBA, la Plateforme pour une Patrie Nouvelle (PPN) fait son apparition devant la presse pour annoncer ses idées devant les faits actuels. *La PPN ose annoncer que les partis ont pour objectifs principaux l’accaparement des pouvoirs et des richesses et le délaissement total du sort de la population.* La dépolitisation de l’administration et des directions des ministères est une priorité. Il s’agit de mettre en place, l’Autorité Politique Indépendante (API), fondée sur la base d’une convention collective établie par les partis politiques, pour *le contrôle des politiciens versatiles.* L’API, une institution à part entière, serait en étroite collaboration avec l’Etat. (D’après *Tribune* du 06/08/05)

“Laissez-le travailler en toute sérénité. Quelqu’un qui est riche, c’est quelqu’un qui n’est pas bête” : déclaration de SOJA JEAN-ANDRE, sénateur de la mouvance présidentielle, parlant de MARC RAVALOMANANA. (D’après *La Gazette* du 06/05/08)

Parti MFM : RAVALOMANANA doit passer à la vitesse supérieure pour sauver son mandat. Un mois après son comité directeur, le MFM renouvelle son appel destiné à hâter le vrai *take off* du mandat présidentiel. Ce décollage passe par *la création d'une nouvelle race d'entrepreneurs économiques et accessoirement politiques*. Ces entrepreneurs économiques devraient être des jeunes. Ils devraient également s'associer aux notabilités régionales. Une manière de leur faciliter le contact avec les réalités des affaires. *Le dernier comité directeur aurait enterré l'idée de créer des « clones » de RAVALOMANANA dans les régions*. Une idée pourtant chère au parti. Cet abandon s'explique par le fait « *qu'elle (l'idée) fait peur dans les régions* ». A deux ans de la fin du mandat présidentiel, le MFM pense que le pouvoir doit accélérer les réformes, notamment les réformes économiques et sociales. Mais pour y parvenir le MFM considère que « *MARC RAVALOMANANA devrait opérer un sérieux lifting dans la composition de son équipe. Une équipe jugée trop inféodée à certains intérêts et qui au demeurant n'est pas représentative de la majorité. Sur 18 membres du gouvernement, seuls trois ont reçu l'onction du suffrage universel* ». Tous les autres viennent d'horizons divers. Ce gros handicap est difficile à surmonter. Surtout en l'absence d'actions probantes du gouvernement et face à la paupérisation de la population. L'intérêt national devrait passer désormais après les intérêts privés et de surcroît extérieurs. Le MFM intègre aussi *la nécessité d'apaiser une bonne fois pour toutes les tensions nées des événements de 2002*. Il préconise de *solder le passé récent* en invitant les différents protagonistes à « *se donner la main* ». « *Cet apaisement serait obtenu par la permutation des responsables* ». Le profil de celui qui incarne cet esprit d'apaisement : un cadre capable de préserver l'équilibre régional, connaissant le droit, l'administration et la vision « *Madagascar naturellement* », n'étant pas impliqué dans les affaires de 2002 et ayant la confiance « *relative* » de toutes les parties. D'ici et d'ailleurs. (D'après *Midi du 03/08/05*)

Le remue-ménage à l'Assemblée s'étend au sein du TIM : la crise au sein de la Chambre basse a mis le TIM au pied du mur. Le premier parti joue sa crédibilité aux yeux de l'opinion dans sa capacité à gérer ce genre d' « *affaire interne* ». 8 mois après son congrès national, le TIM fonctionne encore avec un bureau politique amputé. *La crise a pour corollaire de mettre le parti face à un choix : le changement ou la continuité*. Le courant qui arrivera à imposer son point de vue imprimera son rythme à la direction de la formation politique. Les adeptes du changement ont déjà mis en avant *l'éventualité d'une cassure au sein de leur formation politique*. La résolution prise après les « *divergences de points de vue* » au sein du TIM lui permettra de réussir, ou de rater, *l'entame de la ligne droite de la préparation des élections présidentielles*. (D'après *L'Express du 03/08/05*)

Assemblée nationale : la majorité TIM en trois camps ! La tentative de destitution du président de l'Assemblée nationale et des membres du bureau permanent continue de secouer le parti majoritaire TIM. Un parti qui connaîtrait actuellement un clivage avec l'existence d'au moins 3 camps. Nombreux sont cependant ceux qui ont décidé d'évoluer en dehors de ces 3 camps et qui, selon eux, ne reçoivent aucune instruction que du fondateur du parti, à savoir le Président MARC RAVALOMANANA. Ces derniers revendiquent la nomination des nouveaux membres du bureau politique qui dirigeront « *provisoirement* » le parti jusqu'à la tenue d'un nouveau congrès national. (D'après *Tribune du 03/08/05*)

Difficultés de l'opposition, tentatives d'organisation

Conférence nationale - Semaine cruciale pour l'opposition : le CRN, le RFN et la SPDUN se trouvent *dans l'obligation de réagir sous peine de disparaître*. La troïka de l'opposition tente de *refaire surface* et de donner un coup de pouce à l'offensive contre le pouvoir, plutôt mal engagée.

« Nous avons besoin de formaliser les structures, les règles et la discipline au sein du mouvement », a indiqué Pasteur RICHARD ANDRIAMANJATO, co-président du Comité national de suivi (CNSO). « Nous avons besoin d'une nouvelle méthode de travail pour coordonner les efforts », a-t-il continué.

La tenue de la « rencontre » est prévue cette semaine. La visite du Président français a mis à jour le *manque de coordination entre les trois entités*. Les têtes pensantes de la troïka ont préféré jouer la carte individuelle. Chacun a essayé de trouver le moyen pour se faire entendre par l'invité officiel du Président de la République. Les uns ont choisi la lettre ouverte ou le communiqué, les autres ont préféré demander une audience, vite balayé chacun d'un revers de la main par le président JACQUES CHIRAC. (D'après L'Express du 03/08/05)

Cette opposition qui patauge : on s'interroge sur l'avenir de cette opposition qui ne cesse de perdre son poids alors que les présidentielles de 2007 approchent. *"L'opposition arrivera-t-elle à cette allure à trouver le candidat unique pouvant concurrencer l'actuel président de la République ?"*, s'interrogent plus d'un. A en croire les explications d'un membre du comité directeur de l'AREMA, *il est impensable que l'opposition présente un seul candidat à la prochaine élection présidentielle*. *"Il y aura au moins cinq"*, a laissé entendre notre interlocuteur. Et il a cité le nom de PIERROT RAJAONARIVELO, D'ALAIN RAMAROSON, du Pr ZAFY ALBERT, de VONINAHITSY JEAN EUGENE. Devant cette *"débâcle"* de l'opposition, le Président ne peut qu'espérer car cette fois-ci encore, il pourrait décrocher la victoire dès le premier tour. (D'après Tribune du 04/08/05)

Le CRN se cherche : l'objectif est d'accorder les points de vue des membres et de définir les grandes orientations politiques du mouvement *"après la Conférence nationale"*. Pour l'instant, seul le principe est acquis. Devant quelques *"divergences de points de vue"* qui couvent en son sein, le CRN donne l'impression de vouloir partir sur de nouvelles bases. Le mouvement a décidé de *"suspendre momentanément les actions de tous ses hommes au sein de la troïka"*. La décision s'applique jusqu'à ce que le CRN arrive à s'entendre sur le chemin à suivre et sur sa collaboration avec la SPDUN et le RFN. Quelques voix discordantes ont été entendues ces derniers temps au niveau de cette *"alliance ponctuelle"*. (D'après L'Express du 06/08/05)

L'opposition périlite - ALAIN RAMAROSON fait cavalier seul : L'aventure de la troïka de l'opposition est en péril. ALAIN RAMAROSON, court-circuite la structure *"unique"* de la conférence nationale pour se lancer dans sa bataille contre le pouvoir. Dans son sillage, il emporte *"quelques éléments"* du CRN, du RFN et surtout de la SPDUN. Dans un *"appel à la Nation"*, il a demandé le *"départ des tenants du pouvoir pour éviter la guerre civile"*. Il exhorte ainsi la population à défendre les valeurs républicaines. *"Il faut arrêter les débâcles nées des crises sociale, économique, politique et institutionnelle"*, continue-t-il. Au-delà du contenu de la déclaration, c'est la démarche d'ALAIN RAMAROSON qui surprend. Avec cette initiative, le président du Mouvement des Citoyens pour la Sauvegarde de la République (MCSR) donne l'impression de vouloir faire cavalier seul. *Au final, sa décision risque de tendre vers la condamnation des actions de la conférence nationale*. L'initiative ouvre le débat sur l'avenir de l'aventure tentée ensemble par les 3 entités. Il entretient le flou en associant son propre mouvement, pourtant en dehors de la troïka, à son action. La présence massive des parlementaires de la SPDUN, une des 3 entités formant la troïka, n'arrange pas les choses. *2 mois après la conférence nationale, les 3 entités donnent l'impression de s'essouffler*. (D'après L'Express du 13/08/05)

En évoquant une *« révolution orange »* pour laquelle il a lancé un appel à la population malgache, il n'est pas passé inaperçu et a suscité nombre de réactions. Une révolution à la fois démocratique et pacifique à l'instar de ce qui s'est passé en Ukraine est très difficile à

mettre en place. D'autant que la population malgache n'aspire plus actuellement à revivre les événements de 2002. Ce démarquage d'ALAIN RAMAROSON vis-à-vis des « 3N » est plus assimilé à une *séparation imminente de l'opposition* qu'à un changement de tactique de sa part pour mieux préparer les élections présidentielles de 2007. (D'après Midi du 16/08/05)

Officialisation de la naissance de la "Révolution orange" d'ALAIN RAMAROSON : le Comité régional de la réalisation des résolutions de la conférence nationale d'Antsirabe doit officialiser cette naissance à la population. Il reviendra sur la "*déclaration d'Ambohimanga*" faite par le président du Masters le 12 août et sur l'explication des résolutions prises lors de la conférence nationale de l'opposition les 2 et 3 juin derniers. La structure régionale de l'opposition est basée sur ce comité, composé des 3N plus le mouvement citoyen pour la sauvegarde de la République (MCSR). Une manière de dire que le MCSR s'ajoute à la composition triangulaire CRN- RFN-SPDUN. (D'après L'Express du 25/08/05)

Les « dinosaures politiques » devraient quitter la place pour renforcer la démocratie : le régime s'est donné pour mission de mettre en place une bonne gouvernance et l'Etat de droit. Cependant, les événements politiques qui ont marqué notre nation montrent que *les stratégies politiques appliquées jusqu'ici ont contribué à dévaloriser les valeurs démocratiques et la dignité de la politique*. La même histoire se répète car la majorité des politiciens actuels sont là depuis l'avènement de l'Indépendance. Leur principe est simple : les partis qui n'ont pas obtenu de postes au sein du nouveau régime s'unissent pour lui mettre des bâtons dans les roues jusqu'à ce qu'ils puissent le renverser. La coalition des opposants est "*contre-nature*", du fait que les ennemis durant un régime deviennent amis durant un autre et ainsi de suite... *Bon nombre de ceux qui ont participé au pouvoir ont brillé jusque-là par leur échec et leur égoïsme*. De plus, ce sont souvent les partis qui ont milité pour leur ascension au pouvoir qui réclament quelques années plus tard leur destitution. En conséquence, "*les dinosaures politiques*" *doivent cesser la politique de "guerre de chaises et laisser les jeunes prendre la relève si on veut développer notre pays"*, a suggéré GEORGES SYLVAIN RATSIMBA, lors d'un point de presse de la Plateforme pour une patrie nouvelle (PPN) (D'après Les Nouvelles du 06/08/05)

Présidentielles 2007 : RAVALOMANANA en quête de challenger. Le quinquennat introduit par la constitution de 1992 a pour effet d'accélérer le temps politique. Il fait du président en exercice le maître du calendrier électoral. Cet agenda lui donne un avantage certain par rapport aux éventuels prétendants lesquels sont condamnés à subir le tempo imposé. A 2 ans de l'échéance pourtant, *c'est le désarroi du côté de l'opposition incapable de trouver le bon cheval*. A moins d'une sortie de piste majeure, il est fort probable que l'actuel chef de l'Etat sera candidat à sa propre succession. Il existe toutefois des «*candidats potentiels*» ne sont autres que les 4 chefs des autres institutions, plus le président du parti majoritaire. D'ici 2 ans, l'un d'eux finira par faire tomber le masque. A ceux- là s'ajoutent les chefs de partis satellites gravitant autour du TIM. En face, c'est le glacis. *La profusion de personnalités se le dispute à l'absence de candidat incarnant la relève*. Voire la rupture. Faute de démarcation idéologique claire, leur message reste désespérément famélique. Pour résumer, les opposants ont encore du grain à moudre. (D'après Midi du 11/08/05)

La foire internationale de ROLLAND RATSIRAKA à Toamasina boudée par le gouvernement : des participants venus de tous les coins du pays ainsi que des exposants des îles voisines et d'Europe étaient attendus. La Mairie conduite par ROLLAND RATSIRAKA en est l'organisatrice. Selon les services municipaux, les autorités du pays du haut en bas de l'échelle ont été invitées en bonne et due forme ainsi que des membres de l'opposition. Mais finalement, le Président de la République, le Premier Ministre et les ministres ne sont pas

venus. ROLLAND RATSIRAKA et ses hôtes étrangers se sont trouvés bien seuls tandis que des stands prévus accueillir les exposants sont restés vides. En effet, *des démarches coercitives ont été entamées pour dissuader les exposants des autres Faritany de participer à la 1ère foire du Millénaire de Toamasina*. La présence du Président du Sénat sauve finalement la face du pouvoir. Passé maître dans l'art de l'équilibre, GUY RAJEMISON a joué parfaitement le funambule de service. (D'après Midi du 12/08/05)

Exilés et condamnés de la crise de 2002

Crise 2002 : le dossier est clos pour Paris. « *La France ne peut pas accepter d'avoir sur son territoire des gens qui militent contre un pays avec lequel elle entretient par ailleurs des relations fraternelles* ». Le sort des exilés de la crise 2002 - dont l'ancien Président DIDIER RATSIRAKA - semble définitivement scellé côté français. L'amnistie pour les exilés, dont les plus optimistes des opposants estimaient qu'elle serait évoquée, voire « exigée », PAR JACQUES CHIRAC, à l'occasion de sa visite à Madagascar, n'est toujours pas à l'ordre du jour ni à Paris, ni à Antananarivo. L'opposition attendait beaucoup de la visite de JACQUES CHIRAC. Elle espérait que ses thèmes de prédilection, l'amnistie et la réconciliation nationale, seraient sinon abordés, du moins évoqués par le président français. Mais en intimant à DIDIER RATSIRAKA et consorts de rester discrets, et en apportant un franc soutien à MARC RAVALOMANANA, *l'Elysée a coupé court à leurs chimères*, tout en estompant, autant que faire se peut, la position plus qu'ambiguë de la France lors de la crise 2002. Cette prise de position a déçu les partisans du retour aux affaires, non de l'Amiral lui-même, mais au moins de l'un de son ancien vice-Premier ministre, PIERROT RAJAONARIVELO. La France a ainsi refermé la porte de l'espoir d'un come-back de ses partisans. *L'opposition a été écartée, voire ignorée par la partie française*. Une France qui entendait corriger ainsi son « erreur d'appréciation en 2002 ». (D'après Midi du 01/08/05)

Le chanteur ROSSY confirme : "RATSIRAKA va bien, merci !" Après divers recoupements, la santé de l'ancien Président n'inspire aucune inquiétude. Présenté comme affaibli par la vague de chaleur sévissant en France, DIDIER RATSIRAKA passe l'été hexagonal sans encombre. Pourtant, *les informations les plus contradictoires ont circulé sur son état de santé*. C'était peu avant la visite de Jacques les 20 et 21 juillet. En tournée artistique à Mayotte, ROSSY avoue que «*tout va bien à Neuilly*». Profitant de cet entretien, il déclare qu'il a «*peur de rentrer au pays où l'on ne tolère pas la pluralité des opinions*». «*D'ici (en France), nous avons des informations évoquant l'existence d'une liste de gens à arrêter dès leur arrivée sur place*», balance le chanteur qui ajoute aussitôt qu'il souhaite avoir des assurances de la part des autorités à ce propos. Par ailleurs, il se préoccupe du sort des militants de son association Bemiranga. «*Nombreux d'entre eux restent introuvables après les événements de 2002. D'autres croupissent en prison sans jugement*», déplore ROSSY qui ne semble pas pressé de rentrer au pays dans ces conditions. (D'après Midi du 08/08/05)

RATSIRAKA serait sur le point de quitter le sol français : l'ex-couple présidentiel s'apprêterait à regagner le pays natal. Les conditions de ce *retour négocié* sont les mêmes que celles de leur séjour en France. D'autant que RATSIRAKA *reste et demeure condamné à 10 ans de travaux forcés* pour divers chefs d'inculpations. C'est-à-dire que le premier et dernier secrétaire général de l'AREMA ne pourra pas exercer d'activités politiques ; en échange, *il pourrait bénéficier d'une remise de peine ou même de l'effacement de sa condamnation*. Les raisons n'en sont pas connues. Elles relèvent de la compétence du tribunal. Mais des raisons politiques et sanitaires pourraient infléchir la position des juges. Le retour de RATSIRAKA, si retour il y a, *visera en réalité à apaiser la tension politique et sociale*. Pressentant un dernier trimestre chaotique, le pouvoir n'a plus d'autres solutions que de procéder à ce revirement

spectaculaire. Pour les millions de victimes du «*socialisme tropical*» des années 80 et du «*libéralisme débridé*» des années 90, un tel retour n'annonce rien de bon. Vieux renard de la politique, rien ni personne ne peut garantir que DIDIER RATSIRAKA resterait inactif. (D'après *Midi du 13/08/05*)

La question qui vient immédiatement à l'esprit de ceux qui connaissent le personnage est la suivante : " *Que diable viendrait-il faire dans cette galère ?* " ... En effet, **un remake de septembre 1996 semble totalement exclu** : M. RATSIRAKA a bénéficié d'une durée suffisante pour faire ses preuves, en tout près d'un quart de siècle, sans compter son âge et sa santé qui rendent son retour aux affaires plus qu'incertain. Mais d'abord, il faudrait pour que ce retour soit possible dans un *environnement juridique apaisé* qu'une grâce présidentielle de son successeur, et plus généralement une amnistie totale au bénéfice de tous les condamnés politiques de la crise 2002, le permettent. On en est loin, sauf si des engagements en ce sens du Président RAVALOMANANA ont été donnés au président CHIRAC lors de son passage. Dans cette perspective de reconquête plus qu'aléatoire, et tous les opposants le savent, les amis de PIERROT RAJAONARIVELO continuent à se mobiliser, en dehors, précise-t-on, de toute forme d'allégeance à l'AREMA. (D'après *Les Nouvelles du 16/08/05*)

DIDIER RATSIRAKA ne viendra pas !» Beaucoup croient que cette rumeur de retour au pays a été non seulement véhiculée par des quotidiens de la place, mais aussi par une partie des militants AREMA d'Antananarivo. Le secrétaire national adjoint de l'AREMA de Fianarantsoa a été clair : " *Didier Ratsiraka ne viendra pas avant la fin de cette année 2005. C'est une intox semée par le régime en place pour détourner l'attention des malgaches de la pauvreté qui les déchire quotidiennement. C'est une pure manœuvre de diversion du régime.* " (D'après *Tribune du 24/08/05*)

Exilés des événements de 2002 : une liste circule sous le manteau. Ils ont fui le pays et choisi de vivre comme des apatrides. Bien que le gouvernement ne reconnaisse pas aux impliqués de l'affaire 2002 et des exilés à l'étranger, le statut de détenus ou de réfugiés politiques, il n'en reste pas moins que la parenthèse n'est pas refermée sur cette question. « *S'ils n'ont rien à se reprocher, rien ne les empêche de retourner au pays. De même, les impliqués dans les affaires de 2002 ne sont pas reconnus comme des détenus politiques. S'ils sont en prison, ils ont commis des infractions de droit commun.* », **Telle est la position officielle.** Leur seul recours reste la *grâce présidentielle*. Certains d'entre eux ont demandé **le statut de réfugié politique** dans leur pays d'accueil mais l'issue de cette démarche reste incertaine. En attendant, beaucoup d'entre eux vivent dans des conditions précaires. D'autres, mieux intégrés dans les milieux politiques français, peuvent se la couler douce. Une liste noire circulerait sous le manteau. Outre les grands ténors de l'ancien régime qui quémangent l'hypothétique grâce présidentielle pour un retour au pays tels TANTELY ANDRIANARIVO, PIERROT RAJAONARIVELO, MAMY RATOVO MALALA, JEAN JACQUES RASOLONDR AIBE, JOSE ANDRIANOELISON, MAHARANTE, HERIVELONA RAMANANTSOA. D'autres dont le patronyme n'était pas tellement médiatisé figurent également dans cette liste. Par exemple DANIEL RAKOTONDRA SOA, MAMY RAZAKARIVONY, SHALL RAMANANTSOA, AMEDEE ANDRIAMBAVONJY, des fonctionnaires du département de l'Aménagement du territoire de l'époque. (D'après *La Gazette du 13/08/05*)

Affaire PIERROT RAJAONARIVELO - Une association politique va militer pour qu'il n'y ait pas d'exclusion aux prochaines élections présidentielles. Lutter contre toute sorte d'exclusion pour les présidentielles de 2007 et militer pour le retour au pays de PIERROT RAJAONARIVELO. Telle est la raison d'être d'une association politique, créée il y a un mois, et qui se nomme « *Solidarité Pierrot Rajaonarivelo, pour des élections présidentielles sans exclusive* ». Ses objectifs sont doubles. Le premier consiste à **favoriser la tenue d'élections présidentielles**

*ouvertes, libres et transparentes, sans que la candidature de quiconque soit exclue afin d'épargner au pays une nouvelle crise post-électorale. Pour ses membres, lutter contre les formes de discrimination est une condition incontournable des élections démocratiques, dignes d'une République. Ils affirment que **les problèmes issus des présidentielles de 2001 ne sont pas encore résolus et que le pays vit dans une crise totale.** L'association aspire ensuite à ce que PIERROT RAJAONARIVELO puisse se présenter à ces élections. Les charges qui pèsent contre lui ne sont pas valables et la peine de 3 ans de prison n'est pas justifiée. L'association va également revendiquer le retour de tous les autres exilés politiques et la libération de tous les prisonniers politiques. . (D'après Midi du 12/08/05)*

*Issue de différents horizons politiques, l'organisation compte dans ses rangs des hommes politiques, des personnalités du milieu universitaire, des étudiants ou des membres de la société civile. Au moment où la troïka de l'opposition connaît un flottement, la Solidarité Pierrot Rajaonarivelo s'invite dans la bataille contre le régime. Le bureau de l'association précise pourtant que **l'Association n'a rien d'un comité de soutien du candidat aux présidentielles** mais la démarche de l'association ne laisse pas l'AREMA insensible. Privé du soutien de la troïka, PIERROT RAJAONARIVELO dispose ainsi d'un nouveau vecteur pour rappeler son existence politique. (D'après L'Express du 12/08/05)*

***PIERROT RAJAONARIVELO : très soutenu en France.** Suite à la conférence de presse du «SPR – Elections sans exclusive», l'on a appris l'existence du **Collectif des jeunes pro-PIERROT RAJAONARIVELO (CJPR)**, une organisation sise en France. L'objectif de ce mouvement rejoint celui du SPR dans le sens où il dit non à l'exclusion politique et exige l'ouverture des élections aux partis qui ne sont pas dans la mouvance présidentielle. Ses membres pensent que PIERROT RAJAONARIVELO est innocent. A noter que ces 2 associations ne relèvent pas du parti AREMA dont RAJAONARIVELO reste le secrétaire national. . (D'après Les Nouvelles du 16/08/05)*

Événements 2002 – L'ex-gouverneur ETIENNE RAZAFINDEHIBE recouvre la liberté : l'ancien gouverneur de Mahajanga a quitté la prison d'Antanimora après avoir écopé de 38 mois d'emprisonnement suite à l'affaire 2002. Sa bonne conduite durant sa détention figure parmi les raisons de sa libération. Il est **le deuxième personnage incriminé dans les événements 2002 à bénéficier de l'indulgence du Président MARC RAVALOMANANA**, après AZALY BEN MAROFO, suite à une demande personnelle de grâce. Il avait été mis sous mandat de dépôt le 27 juin 2002. **Inculpé d'atteinte à la sûreté de l'Etat et de destruction de biens publics**, le procès du 14/12/2003, l'a puni de 3 ans d'emprisonnement pour la première inculpation et de 10 ans pour la seconde, suite au verdict du 30 décembre 2003, soit un an et demi après sa mise sous les verrous. A travers cette décision, MARC RAVALOMANANA **marche petit à petit vers la réconciliation nationale.** (D'après L'Express du 10/08/05)

Mais il a surtout tenu à préciser que rien ni personne ne lui a dicté sa décision. Un pasteur lui a **"respectueusement demandé de considérer le cas ETIENNE RAZAFINDEHIBE"**, mais plutôt que de faire pression sur lui, ce dernier **"l'a fait réfléchir"**. (D'après Les Nouvelles du 16/08/05)
(D'après Les Nouvelles du 16/08/05)

En tout cas, bon nombre de majungais estiment que cette main levée à l'incarcération de l'ex-Gouverneur confirme le constat de toujours selon lequel cet enseignant n'a cessé de prodiguer la tolérance et la légalité dans tous ses actes. (D'après La Gazette du 10/08/05)

Prisonniers de 2002 : l'ex-gouverneur de Toamasina LAHADY SAMUEL "oublié". Sur les 3 gouverneurs emprisonnés en 2002, il ne reste plus que LAHADY SAMUEL à croupir en prison. L'ex-gouverneur de Toamasina a vu partir un à un ses codétenus : EMILIEN, gouverneur de Fianarantsoa a retrouvé la liberté en 2004, RAZAFINDEHIBE la semaine dernière. Les 2 autres gouverneurs de Toliara et d'Antsiranana sont en fuite. Pourtant, tous les 3 ont été accusés

pour les mêmes chefs d'inculpations : atteinte à la sûreté de l'Etat, dégradation de biens publics, sécession. Pour le cas de LAHADY SAMUEL, il existe de fait un « *deux poids deux mesures* » flagrant. L'indulgence sélective du pouvoir étonne d'autant qu'il a déjà écrit depuis 2002 des lettres demandant la clémence des autorités. (D'après L'Express du 16/08/05)

Détenus 2002 - ELIRE RABEMANANJARA réintègre la maison centrale d'Antananarivo : l'ancien directeur de cabinet de PIERROT RAJAONARIVELO a regagné la maison centrale d'Antanimora le 25 août. La gendarmerie s'occupe de son interrogatoire dont les motifs restent jusqu'ici inconnus. ELIRE RABEMANANJARA et son ancien patron PIERROT RAJAONARIVELO sont inculpés pour concussion et usurpation de fonction pour lesquelles ils sont respectivement condamnés à 4 ans et 5 ans d'emprisonnement ferme et des centaines de millions d'amende. (D'après L'Express du 31/08/05)

Procès des « détenus de sécurité » 2002 : renvoyé au 9 septembre. Les questions concernant les détenus de sécurité ne cessent de faire du. Une fois encore, des demandes de liberté provisoire, au nombre de 7, ont été rejetées. Le jugement de cette affaire est reporté au 9 septembre. (D'après La Gazette du 13/08/05)

RAVALOMANANA pardonne - espoir de grâce pour les détenus de 2002 : le Président remet le "dossier 2002" sur le tapis. Avec la grâce accordée à ETIENNE HILAIRE RAZAFINDEHIBE, ancien gouverneur de Mahajanga, le chef de l'Etat rouvre de fait le sujet brûlant de la réconciliation nationale, l'amnistie, ou du moins la grâce sur les infractions perpétrées pendant la crise post-électorale. "Tout péché que vous pardonnez sur terre, vous sera remis", annonce MARC RAVALOMANANA pour illustrer le cas de l'ancien gouverneur de Mahajanga *mais il laisse planer un doute sur ses véritables intentions.* (D'après L'Express du 16/08/05)

Missions de l'armée

Les services civiques à réactiver. Outre sa mission de protection de la souveraineté et de la sécurité nationales, l'armée devrait désormais *se rapprocher de la population dans le cadre d'une mission à caractère social.* C'est ce qu'a déclaré le Président de la République, en donnant l'ordre de remettre sur pied les services civiques des forces armées malgaches. De même, le Président de rappeler l'importance du *développement en milieu rural* et du rôle que doit tenir l'armée dans la sécurisation et l'encadrement par l'intermédiaire du monitorat agricole. Par ailleurs, en matière de comportement, de respect de la discipline et d'équipements, MARC RAVALOMANANA a exprimé son souhait de voir les militaires malgaches avoir le statut qu'ils méritent et *devenir un modèle dans la région Océan Indien et en Afrique.* Dans ce sens, et aussi pour *consolider sa place dans le continent,* le Président d'évoquer l'engagement malgache envers les *Nations Unies et l'Union Africaine.* Le pays qui a déjà envoyé dix militaires, et en enverra encore prochainement dix autres, pour la pacification de la région du Darfour, au Soudan. (D'après Midi du 01/08/05)

Forces armées et développement : Madagascar se trouve en pôle position sur le plan international dans la lutte contre la pauvreté pour le développement harmonieux du pays, a ajouté RAVALOMANANA. Pour ce faire, il faudrait également *que les forces armées prennent entièrement leurs responsabilités* pour défendre effectivement la sécurité publique. Et pour cause, *il n'y aura jamais de développement rapide et durable sans une sécurité réelle que ce soit en ville ou en brousse.* (D'après Tribune du 01/08/05)

Décentralisation

La décentralisation piétine, le parlement régional relancé : les comités régionaux devront voir le jour pour contrebalancer les pouvoirs des chefs de région et *apporter un peu de démocratie au processus*. Ces comités auraient dû être opérationnels depuis mars mais suite d'une mesure suspensive du gouvernement, le processus a pris du retard. Ce contretemps illustre le challenge qui attend l'Exécutif dans l'opérationnalisation des régions, un an après leur mise en place. Les régions constituent, avec les communes, *"l'administration de proximité"* souhaitée par le Chef de l'Etat. Il reste encore du chemin pour que les régions deviennent un *facteur d'impulsion de développement*. On attend également une *clarification de la position du gouvernement sur les provinces autonomes*. Ces collectivités territoriales décentralisées au niveau hiérarchique supérieur aux régions, sont en veilleuse depuis la crise de 2002. (D'après L'Express du 19/08/05)

Relations Eglises-Etat, église catholique

Le Président de la République a assisté à la cérémonie de consécration de quelque 328 « Mpiandry », [exorcistes] consacrés par le président de la FLM. Ce 64^e rassemblement qui s'est tenu à Ankaramalaza, principal lieu de pèlerinage des luthériens, a réuni quelque 15 000 « Mpiandry » durant une semaine. Cette année a vu une « promotion » de « Mpiandry » issus des trois religions catholique, protestante, et naturellement luthérienne. (D'après Midi du 03/08/05)

Pèlerinage de MARC RAVALOMANANA à Ankaramalaza, le camp du mouvement du Réveil (Fifohazana) de l'Eglise Luthérienne. Il a assisté sur place à la bénédiction d'une promotion de « mpiandry », ainsi qu'à l'inauguration de la cathédrale. Le chef de l'Etat ne manque jamais ce pèlerinage. Bien avant qu'il ait exercé des fonctions officielles à la mairie de Tana ou au sommet de l'Etat, il se rendait fréquemment à Ankaramalaza et avait apporté une importante contribution financière à l'érection de la cathédrale. *C'est dans ce lieu qu'il aurait été désigné dans la foule par une prêtresse charismatique pour diriger le pays*. Voilà donc que le chef de l'Etat confirme encore son attachement à la foi chrétienne. Un attachement qui frise l'intégrisme. Le Président a révélé, lors de la présentation de la récente promotion de pasteurs protestants que *« si les négociations avec les bailleurs de fonds internationaux ont toutes été couronnées de succès, c'est parce qu'elles sont appuyées par des séances de prières »*. Ce sont surtout les Américains qui se laissent influencer par ce genre de procédé. Aussi, si on suit une telle logique, on ne doit pas s'étonner de la facilité avec laquelle Madagascar a obtenu le Millenium Challenge Account (MCA), un fonds mis en place justement par GEORGE W. BUSH, un fervent protestant. (D'après La Gazette du 03/08/05)

RAVALOMANANA promet l'extension du centre du mouvement de réveil luthérien : fidèle à son engagement à collaborer avec les églises chrétiennes, le Président de la République a promis l'extension du centre luthérien du mouvement de réveil d'Ankaramalaza. (D'après Les Nouvelles du 03/08/05)

Un petit vent de divin souffle à nouveau sur les affaires du pays : Il en ainsi est de la ferveur et du recours à la prière, à la soumission au Très-Haut comme des saisons, phénomène immuable mais cyclique. Ces derniers jours, le chef de l'Etat a très largement contribué par ses propos et ses préoccupations à rappeler que *la religion devait être associée au développement, à la lutte contre la pauvreté et la corruption et que rien ne se fait sans la volonté divine*. Et si les largesses du président de la République vont de préférence aux membres de sa paroisse, de son clocher, son œcuménisme n'en est pas moins très largement apprécié. D'ailleurs, le FFKM, vigile de la piété nationale, veille au grain, à la fois pour

soutenir MARC RAVALOMANANA contre les assauts, forcément impies, de l'opposition, et lui rappeler ses devoirs de bon chrétien, au cas où il serait, parfois, trop préoccupé par les affaires bassement matérielles du pays, car financières et économiques. Dans *ce climat de dévotion étatique*, la Conférence des évêques de Madagascar est toujours attendue avec beaucoup d'intérêt. C'est un peu, comme toujours dans le passé, le *baromètre politique du pays*. La hiérarchie catholique est, en effet, toujours plus attentive aux conditions réelles de vie de la population que d'autres églises, bénéficiant pour se faire d'un *réseau d'information à nul autre pareil*. Sans doute les évêques rappelleront-ils au chef de l'Etat les espoirs placés en lui avant de parvenir au pouvoir, victoire politique qui doit beaucoup aux milieux chrétiens, et donc ses obligations de ne pas décevoir. (D'après *Les Nouvelles* du 06/08/05)

Les évêques malgaches en conclave : le 2ème conseil permanent des Assises de la conférence des évêques de Madagascar se déroule actuellement. Les résolutions en sont très attendues. Au plan national, l'église, l'institution la mieux renseignée et informée du pays, en tirera des conclusions sur ses relations avec les autorités. Des conclusions non hâtives puisque *les deux parties tiennent à préserver l'entente cordiale actuelle*. Toutefois, l'église catholique ne restera pas insensible à la détérioration accélérée du niveau de vie et du pouvoir d'achat de la population. La dégradation du climat social avec la recrudescence de l'insécurité rurale et urbaine, les hausses du coût des produits de première nécessité, la prolifération du Sida, l'impossible distribution équitable des fruits de la croissance sont autant de sujets devant attirer l'attention des responsables de l'église. (D'après *Midi du* 05/08/05)

Le cardinal GAËTAN RAZAFINDRATANDRA fête ses 80 ans et est maintenu à son poste par BENOIT XVI : le cardinal a affirmé devant des milliers de personnes rassemblées à l'occasion de son anniversaire, et en présence du couple présidentiel, que le pape BENOIT XVI vient de lui renouveler sa confiance dans la conduite du catholicisme malgache. (D'après *L'Express et La Gazette* du 08/05/08)

«*Le Quotidien*» rappelle que «*dans le cadre de la lutte contre le sida, il interdit formellement l'utilisation des préservatifs qui, selon lui, ne suffisent pas pour se protéger de cette maladie et ne font qu'inciter à l'adultère*».

Lutte contre la corruption, bonne gouvernance, fiabilisation des élections

Activités du BIANCO et du CSLCC

LALA RATSIHAROVALA, ministre de la Justice et Dr JEAN LOUIS ROBINSON, ministre de la Santé et du planning familial récompensés par le CSLCC : «*Ils ont beaucoup contribué dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption grâce à leur volonté et dévouement pour la réussite de ce combat*», a déclaré la présidente du CSLCC, LALAO RAMANANDRAIBE, lors de la cérémonie de la remise des certificats aux récipiendaires. Le certificat est remis à titre personnel, souligne le premier responsable du CSLCC, Ces deux personnalités figurent parmi *la vingtaine de personnes sélectionnées méritantes cette année* par le comité au niveau national. La sélection se fait à partir d'une évaluation des autorités ou associations ou ONG ou encore des particuliers, participant à la mise en œuvre de la lutte contre la corruption, (D'après *Les Nouvelles* du 03/08/05)

Le CSLCC rencontre les partis politiques : elle a vu la participation de 9 partis dont le Teza, l'AREMA, le RPSD, le MFM, le TIM, le PDFM, les organismes d'appui comme le PNUD, le Friedrich Ebert Stiftung et la société civile Famak. Cette séance a permis au CSLCC de promouvoir la stratégie nationale de lutte contre la corruption. Le CSLCC a essayé aussi de collecter les attentes des partis, avec en toile de fond la refonte de la loi sur les partis politiques. Le CSLCC a expliqué que la corruption *est le "SIDA" de la société, c'est-à-dire Système d'Intégrité Déficiant Acquis*. Dans ce sens, il représente un fléau occasionnant la destruction de l'économie. Pour prévenir cette maladie sociale, le CSLCC propose *que les partis assument leurs véritables rôles de pilier de l'intégrité*. Dans cette démarche, la *formation des hommes politiques et le renforcement des capacités des partis* seront au menu. (D'après Les Nouvelles du 25/08/05)

Redynamisation des services publics : le Premier ministre a émis une note de service globale. La primature a communiqué une note sur le renforcement de l'information des usagers du service public. Dans le cadre de la lutte contre la corruption, plusieurs points ont été soulevés afin d'améliorer l'accueil. *Le BIANCO et le CSLCC ont participé à la promotion de cette note*. (D'après Les Nouvelles du 03/08/05)

Bonne gouvernance - l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) s'engage solennellement à lutter contre la corruption : *elle a accueilli des responsables du CSLCC* qui ont animé un atelier dans le cadre de la formation continue dispensée en son sein. "Notre école a commencé à mener sa lutte à travers les concours d'entrée qui sont organisés dans la transparence totale et dans une stricte sécurisation. Des efforts sont encore en vue pour qu'on nous délivre un label", explique RAJAONAH RAZATOVO, directeur général. L'objectif était d'éclaircir les réformes qui ont été engagées dans le pays en matière de lutte contre la corruption. (D'après L'Express du 12/08/05)

La PLADDICC et la lutte contre la corruption : RATOLONJANAHARY RATAHINA, Président de la Plateforme pour la défense des droits et intérêts des consommateurs et des citoyens (PLADDICC) rappelle que son organisation travaille *en étroite collaboration avec la population et les autorités*. Elle entretient des partenariats avec le Conseil national de lutte contre la corruption et le Bureau indépendant anti-corruption. Ses membres sont tous des *bénévoles*. (D'après L'Express du 16/08/05)

Lutte contre la corruption: prochaine conclusion d'un accord entre Maurice et Madagascar
Une délégation malgache du BIANCO se trouve à Maurice pour conclure un protocole d'accord avec l'Independent Commission Against Corruption (ICAC), notamment en matière de lutte contre la corruption, le blanchiment de fonds et sur les provisions légales relatives aux délits de blanchiment de fonds. Les membres de la délégation seront également reçus par les représentants de la Financial Intelligence Unit (FIU). (D'après Xinhuanet du 18/08/05)

Le président de la Chambre de commerce de Toamasina traqué par le BIANCO : Pour honorer les dommages et intérêts à l'endroit de son ex-secrétaire général, le président de la Chambre de commerce de Toamasina a puisé 1 millions Ar dans les caisses. Cela va tourner au drame car le BIANCO est sur le terrain. (D'après Tribune du 26/08/05)

Corruption : à quand le tour des grands gibiers de la construction ? Quand le BIANCO va-t-il s'attaquer aux grandes corruptions dont les "chiffres d'affaires" s'élèvent à des centaines de millions voire des milliards ? La construction est un des secteurs où les pots de vin sont les plus importants. Or, les principaux concernés sont des grandes firmes et des hautes

personnalités. Le BIANCO osera-t-il un jour s'attaquer à ces gros gibiers? La corruption en question se traduit par le versement d'une commission à partir de 10% du montant du marché. Mais aussi par *des "services rendus"* aux décideurs de l'attribution du marché. *Le processus de soumission est susceptible d'être faussé par les pressions internationales.* En proposant des aides, le gouvernement d'un pays développé a le pouvoir d'influencer un pays en développement afin de garantir qu'une entreprise du pays développé obtienne un contrat, même s'il ne s'agit pas de l'option la moins chère ou la meilleure. (D'après Mada-Journal du 31/08/05)

Bonne gouvernance

HCC : des doutes sur sa neutralité. Au train où vont les choses, il y a de fortes chances de voir la grave crise de 2002 se répéter lors de l'élection présidentielle de 2007. Car *la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) est de plus en plus alignée et semble prendre systématiquement des décisions favorables au pouvoir en place.* Dans ses arrêts de ces dernières semaines, on notera d'abord que l'institution avait *"dénoncé"* la grève des magistrats et donné raison au ministère de la Justice. Ensuite, à la requête de la Primature, elle avait secondé les vues du premier ministre JACQUES SYLLA qui souhaitait rendre plus confortables (pour lui) les séances de question-réponse au Parlement. L'avis rendu par la HCC concernant la retentissante démission du président de l'Assemblée nationale LAHINIRIKO JEAN, la démonstration est faite d'une *collusion entre le judiciaire et le législatif* pour battre en brèche des menées hostiles au régime. A ce qu'il semble, l'actuel régime est en train d'installer un *"système"* analogue à celui de 2001-2002 et *de fonder ses espoirs électoraux sur la bienveillance de la HCC.* Une autre conférence nationale, si elle se tient, devrait se pencher sur la meilleure manière d'assurer des élections justes et sincères en 2007, afin d'épargner au pays une autre crise désastreuse. (D'après La Gazette du 01/08/05)

60 inspecteurs du travail pour 17 millions d'habitants. 22 autres sont en formation et finiront leur étude vers la fin de l'année. Aussi, d'ici 2006, ils seront au nombre de 82. Côté matériel, 8 voitures sont en circulation, soit 7 inspecteurs par voiture. (D'après La Gazette du 05/08/05)

Grand banditisme : impunité pour les officiers ? *Les soupçons sur l'implication d'officiers ou de soldats de l'Armée dans les actes de grand banditisme se confirment.* Lors des braquages retentissants de ces derniers mois, des victimes ou des témoins ont cru reconnaître des éléments de l'Armée ou de la Police parmi les malfrats. Il ne s'agit pourtant pas de délits politiques mais *d'infractions de droit commun relevant de juridictions ordinaires.* Il convient en tout cas d'explicitier ce curieux protocole d'accord qui met les membres des forces de *l'ordre hors de portée de la Justice,* et qui pourrait d'ailleurs encourager la délinquance au sein de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police. En effet, cette formule est contraire au principe de l'égalité des citoyens devant la loi et doit être dénoncée. (D'après La Gazette du 06/05/08)

Contrôle des devises - le change informel interdit : l'Etat persiste et signe, le marché parallèle de devises sera à nouveau la cible des forces de l'ordre. « *Une opération à grande échelle sera menée sur le territoire national pour appréhender les récalcitrants dans le but d'éradiquer ce fléau* » Le but de cette initiative est de *formaliser les transactions financières afin d'éviter toutes fuites de capitaux.* " *Nous voulons orienter toutes les opérations de changes vers les institutions financières de la place pour maîtriser le circuit*", Le passage des devises par les banques primaires permettra *d'équilibrer le change mais également d'accroître les réserves.* Une situation qui, passée un certain seuil, aura comme conséquence de *pallier à la*

dépréciation de la monnaie malgache. La rentabilisation directe du Marché Interbancaire de Devises (MID) figure en ligne de mire. L'objectif final de cette initiative est de renflouer les caisses de l'Etat Le contrôle des changes fait partie des *mesures anti-blanchiment.*

Pierres précieuses - Eradiquer les ruées illicites vers les mines : les actions du gouvernement à travers le ministère de l'Energie et des mines s'articulent autour d'un objectif global : l'apport de 300 millions dollars du secteur minier aux caisses de l'Etat en 2009. Trois axes constituent sa stratégie dans ce sens : *formalisation, éradication des ruées illicites et facilitation de l'accès au permis d'exploitation.* Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement décide de s'attaquer à la base du secteur, en portant *des modifications importantes du Code minier.* (D'après L'Express du 09/08/05)

Budget - La douane et le fisc entrent en résistance : Cette année, la collecte des impôts et taxes a été très faible. Les causes en sont multiples. Mais dans l'ensemble, elles font ressortir une *profonde inquiétude au sein des corps des douaniers et des percepteurs.* Figurant, à tort ou à raison, en haut du palmarès des corps les plus corrompus du pays, ils se sentent mal dans leur peau *depuis le déclenchement de la lutte anti- corruption.* D'autant que ces deux corps *abritent un grand nombre d'agents encore inféodés à l'ancien régime et à ses sombres pratiques.* Aujourd'hui, ils agissent comme des boulets dans la roue du changement, de peur de perdre certains «*privilèges*» liés à leurs fonctions. La piètre performance de la douane et des services des impôts tire aussi son explication de la réaction de quelques agents contre les mesures prises pour éradiquer la corruption dans ces deux départements. Montrés du doigt dans les différents rapports sur le sujet, les douaniers et les percepteurs se disputent les premières marches du podium avec les magistrats, les politiciens et certains journalistes. Pour leur part, certains douaniers et autres agents du fisc *travaillent carrément pour le compte des anciens dirigeants et pour le compte des corrupteurs avérés* dans le monde des affaires. (D'après Midi du 10/08/05)

Profil de gouvernance de la BAD : Le fonctionnement de notre justice reste insatisfaisant Instaurée depuis 1999 au sein de la BAD, la préparation d'un Profil de Gouvernance Pays ou PGP qui *résume les pratiques nationales du pays en matière de gouvernance est une nécessité avant d'obtenir un financement* auprès de cet organisme. Madagascar devra présenter son dossier auprès de cette institution en vue de l'obtention de financements pour la période 2005-2009. D'après le futur représentant de la BAD, « *L'évaluation du PGP portera surtout sur la conduite des affaires de l'Etat : transparence dans la gestion des affaires publiques, obligation de rendre compte, lutte contre la corruption, ainsi que sur le cadre juridique et judiciaire* ». **Le groupe préparatoire constate encore des défis majeurs à relever pour le pays** dans les domaines de la réforme du fonctionnement de la justice, du renforcement des capacités et de certains aspects de la participation du secteur privé et de la société civile ainsi que sur le contrôle des actions gouvernementales par le Parlement. (D'après La Gazette du 11/08/05)

Réforme de l'appareil judiciaire - Création du Conseil National de la Justice (CNJ) : il sera mis en place avant la fin de l'année. Une nouvelle qui confirme les propos du Président de la République à l'occasion de l'adhésion de la Grande île au sein de la SADC. Le CNJ n'est autre qu'un *organe de réflexion et de proposition* appelé à faire des recommandations pour une *meilleure administration de la justice.* L'inspection générale de la justice sera renforcée. L'amélioration de la qualité de service et du fonctionnement, le renforcement de l'indépendance de la justice, l'intégrité, l'assainissement, l'accélération des procédures ainsi que l'impartialité, font partie des défis qu'il aura à relever. (D'après L'Express du 26/08/05)

Le changement met dans l'embarras les réseaux économiques et est la source de blocages : ayant été habitués à l'anarchie où corruption et clientélisme économique étaient la règle avec les anciens dirigeants, certains milieux économiques n'arrivent pas à suivre le changement. L'accession de MARC RAVALOMANANA au pouvoir aurait entraîné toute une kyrielle *d'embarras pour des réseaux socio-économiques*. Les réformes entamées depuis 3 ans, avec la détaxation des produits ciblés, la lutte contre la corruption, l'application de budgets-programme, et entre autres, l'octroi des marchés qui découlent des investissements en matière d'infrastructures, *gênent les pratiques habituelles de ces réseaux et contrarie leurs intérêts*. Ils se sentent surveillés. Face à la lutte contre la corruption et à la politique de la bonne gouvernance, ces réseaux adoptent une attitude de découragement et cette attitude constitue un blocage pour le régime. (D'après Midi du 18/08/05)

Aide de la Banque Mondiale à la commune urbaine de Toamasina : un million de dollars détournés... à d'autres fins. L'enveloppe budgétaire qui devait-être affectée aux travaux de réhabilitation de divers axes routiers de la capitale de la province de l'Est, a *été affectée à d'autres travaux jugés urgents par la Présidence de la République*. Le maire de Toamasina, ROLAND RATSIRAKA, a saisi le représentant local de la Banque mondiale, qui n'a pas encore réagi. Ce faux bond de la BM pourrait affecter son image à Madagascar en général et dans la capitale Betsimisaraka en particulier. (D'après Tribune du 29/08/05)

Fiabilisation des élections

Le MIRA prêt à relèver le défi d'organiser des élections non sujettes à contestations : mettre un terme aux contestations électorales par l'organisation d'élections libres et transparentes. C'est le défi lancé par le ministère de l'Intérieur et de la Réforme Administrative (MIRA) qui mène une vaste opération de *délivrance combinée de jugements supplétifs d'acte de naissance, de cartes d'identité nationale (CIN) et de cartes d'électeurs*. Selon le ministre de l'Intérieur, le général SOJA, *" désormais, les scrutins seront organisés suivant les normes démocratiques pour éviter les contestations électorales et favoriser la pratique de l'alternance démocratique au pouvoir "*. C'est pour éviter la réédition d'expériences malheureuses que le ministère de l'Intérieur a décidé de lancer le projet de délivrance combinée et à titre gratuit de jugements supplétifs d'acte de naissance, de cartes d'identité, et de cartes d'électeur aux citoyens âgés de 18 ans et plus qui n'ont pas pu voter faute d'acte de naissance et de carte d'identité. Le projet est assorti de la prise en charge par l'Etat des photographies pour les cartes d'identité. *Il est financé par l'UE dans le cadre du programme de consolidation du processus de démocratisation* Pour le ministre, le lancement de l'opération en dehors des périodes électorales fauche l'herbe sous les pieds de certains politiciens tentés de s'assurer les votes des électeurs par des procédés malhonnêtes. Des candidats ont, dans le passé, proposé aux gens de financer leurs dépenses pour les photos d'identité. Pratique ayant pour objectif d'infléchir le choix des bénéficiaires Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur a estimé que les mesures d'*"assainissement "* à caractère technique en matière électorale devrait être assorties d'une sensibilisation des politiciens. Ces derniers devant abandonner leur attitude consistant à *expliquer systématiquement leur défaite électorale par l'existence de fraudes*. (D'après Les Nouvelles du 22/08/05)

DIPLOMATIE, RELATIONS FRANCO-MALGACHES

Des contestations sur la fermeture de l'ambassade britannique : des associations et personnalités liées, directement ou indirectement, à la fermeture de l'ambassade de la

Grande-Bretagne pour raisons d'économie ont fait une pétition pour s'opposer à cette décision qui a pris effet le 12 août. Conscients des avantages obtenus durant l'ouverture de la représentation et des éventuels problèmes qu'entraîne sa fermeture, ils combinent leurs efforts afin de démontrer au Foreign Office que *l'ambassade est d'utilité publique*. Il manquera en particulier la générosité à laquelle le dernier ambassadeur a habitué les associations, les organisations communautaires et caritatives. (D'après L'Express du 24/08/05)

Répression coloniale de 1947 : un soudain sursaut des nationalistes, après un état de coma d'un demi-siècle ! La réponse du Président de la République à la question d'un confrère sur les événements de 1947 [*« je n'étais pas né en 1947 »*] continue toujours de faire débat. Malgré la position de la France exprimée on ne peut plus clairement après 58 ans de silence par le Président CHIRAC, l'on risque de ne pas savoir tirer profit d'un tel changement d'attitude de la France. Un collectif, l'association Otrikafo, regroupant 17 ONGs et associations ont vivement condamné ces déclarations du président devant la presse internationale ; il veut imposer à l'Etat *« une conduite à tenir »* incluant *l'injonction à l'Etat français de fournir tous les dossiers relatifs aux événements de 47* afin que les chercheurs malgaches puissent s'enquérir de la *« vérité »*, et *l'exigence d'une indemnisation* pour dédommager tous les actes répréhensibles nés de la lutte de 1947 On assiste donc là à un soudain sursaut des nationalistes lesquels s'étaient toujours contentés de quelques déclarations de circonstances. (D'après Midi et Tribune du 08/05/08)

SMMme Boivineau : la France ne garde pas de secret sur les évènements de 1947. *« Nous avons des règles très strictes concernant les archives. Les archives générales sont ouvertes au public au bout de 30 ans et les archives touchant des personnes après 60 ans. Des chercheurs malgaches et français travaillent sur les archives que nous détenons à Aix en Provence. Le problème qui existe, c'est que certaines archives ne sont pas classées, et tant qu'elles ne sont pas classées, on ne peut pas les ouvrir au public. Le classement est un travail qui doit être fait mais qui nécessite du temps »*. (D'après Midi du 08/05/08)

L'association Otrikafo conteste les propos de l'ambassadeur de France : pour cette association, la France a encore des intérêts à préserver et des personnes à protéger en dissimulant des éléments des dossiers relatifs aux événements 1947. Quand on connaît l'efficacité de l'administration française dans la tenue de ses archives, *on s'étonne que 58 ans après 1947 il y ait encore des éléments non classés, comme l'affirme l'ambassade*. Ou carrément, les autorités françaises veulent tenir des archives au secret et décident qu'elles ne sont pas encore classées (D'après Les Nouvelles du 23/08/05)

DROITS HUMAINS, CICR, INSECURITE

Madagascar prône le respect du droit international humanitaire : la Grande île confirme son engagement au respect du Droit international humanitaire (DIH). Elle a décidé de mettre en place une *commission interministérielle de DIH*. *“La mise en place de cette structure permanente témoigne de la volonté du gouvernement malgache de remplir ses obligations en matière de droit international humanitaire et sa détermination à prendre toutes les mesures nécessaires au respect de ces obligations”*, souligne la directrice de la coopération multilatérale au ministère des Affaires étrangères. Madagascar dispose déjà d'une commission de DIH, responsable de l'instruction de l'Armée. Par ailleurs, notre pays possède aussi une commission interministérielle chargée de l'élaboration d'une législation nationale relative à la convention de 1993 sur les armes chimiques. Ainsi, la création de cette commission interministérielle permet *d'assister le gouvernement dans la diffusion du DIH, dans la révision des lois déjà existantes afin de les rendre compatibles avec les dispositions des conventions internationales, et enfin dans la proposition de nouvelles lois*. *“Madagascar est*

un pays plutôt paisible comparé aux pays africains. De plus, il est en bons termes avec ses voisins. Ainsi, la création de cette commission interministérielle de DIH lui permettra de contrôler la production de matériels chimiques et biologiques”, explique le chef de mission du comité international de la Croix-Rouge à Madagascar. “Cela lui permettra également d’enseigner aux Forces armées, dans les écoles et, à l’université les dispositions du droit international humanitaire”. (D’après L’Express du 09/08/05)

Validation du statut de l’Union nationale malgache des droits de l’homme (UNMDH) :

cette union a opté pour une direction collégiale, dirigée par 5 co-présidents, en l’occurrence HANITRINIALA RAFOLISISOA, présidente de l’Union pour la protection des droits de l’homme; MATHILDE RABARY, présidente de l’association SOS Victimes de non-droit; CHANDOUTIS RAOERA, présidente du Conseil national pour la défense des droits de l’homme, LAURE RABETOKOTANY, secrétaire générale de l’association Action pour l’abolition de la torture; et JEAN PAUL EMILE RAKOTOZAFY, président de l’association Droit et dignité. Ces co-présidents vont se répartir dans de différentes commissions mises en place, à savoir la communication et les relations publiques, la logistique et les finances, l’IEC, la collecte des doléances et l’encyclopédie. Selon les explications fournies par LAURE RABETOKOTANY, l’UNMDH *constitue une plateforme regroupant diverses associations œuvrant pour la défense des droits de l’homme* et a pour objectif de protéger la dignité humaine. Elle a vu le jour le 29 juillet dernier, et suite à la validation de son statut, son officialisation aura lieu le 9 septembre prochain. (D’après Les Nouvelles du 23/08/05)

Le Père PEDRO reçoit le prix Kiwanis international : créé aux Etats-Unis en 1915 et devenu un club international au service des enfants, Kiwanis international travaille dans 96 pays et regroupe 600.000 membres. Il vient d’octroyer au Père PEDRO OPEKA le prix Kiwanis pour l’année 2005. (D’après La Gazette du 13/08/05)

Adoptions illicites d’enfants : la police et la justice viennent de découvrir un *nouveau réseau d’adoption illicite d’enfants*, quelques mois après la découverte d’un autre réseau. En 2004, parmi plusieurs réseaux de trafic d’enfants, 5 au moins, ont été démantelés. Ils travaillaient en synergie avec des médecins et des sages-femmes. Ces professionnels s’occupaient des fausses déclarations et des faux papiers. (D’après Les Nouvelles du 19/08/05)

Des jeunes filles pas chères : besoin de sexe ? Partez à Madagascar ! Trop souvent passé sous silence, la pratique est largement répandue à la Réunion. Du gars de 20 ans au retraité, chacun sait que la Grande-Ile est la destination idéale. Le tout pour un tarif “*ultra-compétitif*”. (D’après Clicanoo Réunion du 25/08/05)

La présence du CICR à Madagascar : dans le cadre de la préservation de la dignité humaine (DIH), une séance de réflexion a été organisée par le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), avec la participation de JAMIE WILLIAMSON, conseiller juridique régional du CICR et des représentants de chaque ministère. *Le CICR est présent à Madagascar depuis la crise post-électorale de 2002 afin d’assurer la protection des victimes et leur porter assistance.* Un accord signé avec le gouvernement malgache permet aujourd’hui aux délégués du CICR *d’accéder à tous les lieux de détention* sans restriction et d’y travailler selon les modalités habituelles de l’institution. Depuis 2002, le comité visite régulièrement les détenus dont l’arrestation a un rapport avec la crise pour que leurs traitements ainsi que leurs conditions de détention soient compatibles avec ceux des standards internationaux. L’institution veille également à ce que les garanties judiciaires de base soient accordées aux détenus de sécurité. (D’après La Gazette du 11/08/05)

Insécurité

Quid de l'origine des armes utilisées par les malfaiteurs ? Dans les villes comme en milieu rural, l'insécurité grandissante amène à se poser des questions sur les équipements dont disposent les bandits. La recrudescence des actes de banditisme depuis plusieurs mois dans la capitale inquiète la population. Police et gendarmerie arrivent à démanteler quelques-uns de ces réseaux mais d'autres se (re)forment, avec, un arsenal d'armes à feu, laissant parfois planer le doute sur l'origine de ces kalachnikov, fusils et armes de poing en tous genres ainsi que leurs munitions. Car force est de constater que l'écrasante majorité de ces armes utilisées dans les braquages, attaques à mains armées, cambriolages ciblés, vols de bœuf en milieu rural, sinon les kidnappings, tueries, *ne sont pas de fabrication artisanale*. « Fuite » au sein des forces armées ? Armes retenues après les opérations de pacification ? Ou alors un tout autre circuit ? (D'après Midi du 19/08/05)

Le problème reste entier face à l'insuffisance et/ou à la vétusté des moyens dont sont dotées les forces de l'ordre, notamment en brousse. Des « MAS.36 » face à des « dahalo » [voleurs] bien armés ! Ceux-ci sont mieux équipés avec leurs fusils d'assaut de type Kalachnikov. Une inégalité sinon *une disproportion de moyens inquiétante pour les forces de l'ordre dans l'accomplissement de leur mission*. De plus, les forces de l'ordre sont accusées parfois de crimes et passibles du tribunal militaire, même s'il s'agit de légitime défense. « On brandit souvent les droits de l'Homme à l'égard des bandits tués, mais on les évoque rarement quand c'est un élément des forces de l'ordre qui tombe sous leurs balles », déplore-t-on dans les rangs de la gendarmerie. (D'après Midi du 24/08/05)

Effervescence dans le Sud à cause des vols de bovidés : les affaires de vols de bœufs mettent en effervescence cette région car les bandits y font leur loi. La situation empire avec des *risques d'explosion sociale*, eu égard à une dilution des responsabilités, ayant apparemment un relent de magouille. Cette affaire remonte déjà à la IIème République et s'est accentuée lors de la crise de 2002, elle s'aggrave depuis l'année dernière. (D'après Les Nouvelles du 23/08/05)

Voleurs de bovidés : le chef de l'Etat prône l'exil. Apparemment, MARC RAVALOMANANA veut poursuivre une tradition bien assise depuis la colonisation : *la déportation des voleurs de bœufs au bagne de l'île de Nosy Lava*. Ce centre de détention fut ouvert en 1911 et a « abrité » des voleurs de bœufs, mais aussi des prisonniers politiques, ceux du VVS en 1915, ceux du MDRM en 1947 et ceux du mouvement étudiant en 1972. *Des détenus y sont toujours envoyés*, mais les conditions pénitentiaires néanmoins se sont adoucies. Ces dernières années, des élus locaux ont réclamé la fermeture du bagne et la transformation du site en station balnéaire. (D'après La Gazette du 29/08/05)

L'insécurité foncière malgache, un vrai casse tête chinois : aucun régime n'est arrivé à résoudre le problème jusqu'ici. Or, le haut niveau de l'insécurité foncière à Madagascar *freine le développement et engendre des conflits sociaux incalculables* pouvant conduire jusqu'au meurtre. *Plus de deux tiers de conflits traités par les tribunaux concernent le foncier*. En un siècle, l'Etat n'a pas réussi à éliminer les droits fonciers locaux. La pratique administrative héritée de la colonisation a enlevé toute légalité à la *gestion coutumière des terres par les communautés rurales* et a réduit sensiblement la légitimité des structures sociales coutumières et leurs « *espaces de pouvoir* » face à la montée des stratégies individuelles et des comportements à court terme. Malgré la domination effective des réglementations et des institutions officielles et légales, les logiques, les pratiques et les institutions locales ou même coutumières continuent de prédominer et jouissent d'une

certaine légitimité sociale. On se trouve dans une situation paradoxale: la légalité des institutions et des réglementations officielles et légales n'est pas légitimée, tandis que la légitimité des logiques et des pratiques locales n'est pas légalisée. *A peine 10% des terres ont été immatriculées en un siècle dans la Grande Ile.* (D'après Mada-Journal du 31/08/05)

AGITATION ETUDIANTE, EDUCATION

Suspens total au sein de la faculté des Sciences à Mahajanga : *les étudiants boudeent encore et n'assistent plus aux cours depuis 2 mois.* Plusieurs conditions ont été requises par ces étudiants pour la reprise mais aucune de leurs revendications n'a été satisfaite à part la mise en liberté provisoire des 8 des étudiants emprisonnés, tandis que les leaders restent encore sous les verrous. Les revendications portent sur la *libération de leurs collègues emprisonnés* et la *hausse des bourses.* *L'amélioration des équipements pédagogiques* figure aussi parmi leurs desiderata. (D'après L'Express du 11/08/05)

Ecole primaire : 1.200.000 kits scolaires importés à répartir. L'acheminement de ces fournitures vers les 111 Circonscriptions scolaires (CISCO) sera assuré par l'UNICEF. A part les kits, des manuels et des livres pédagogiques seront aussi distribués aux élèves et enseignants de l'Education Fondamentale (EF). Cela fait 3 ans que le ministère s'est lancé dans cette opération qui fait partie d'un plan gouvernemental qui prévoit également la gratuité de l'inscription aux écoles publiques. *Elle s'inscrit dans l'objectif de l'Education pour Tous (EPT)* auquel Madagascar s'est engagé. Les Etats adhérents à cette politique de l'EPT s'engagent aussi à faire le nécessaire pour *amener le taux brut de scolarisation à 100 % d'ici 2015.* Pour le pays, ce taux est actuellement de 87% contre 70 % auparavant. (D'après Tribune du 27/08/05)

MEDIAS

OLIVIER PEGUY nommé au siège de RFI : OLIVIER PEGUY, ancien correspondant de RFI à Madagascar, a été muté au siège de la Radio mondiale. Depuis quelques jours, c'est cette voix bien connue des Malgaches qui *présente la revue de presse quotidienne de RFI.* C'est dire, que RFI confirme ainsi le professionnalisme de ce collègue qui fut dans l'obligation de quitter la Grande île le 22 mai, faute de renouvellement de son permis de séjour, et ce, après 4 ans de séjour dans le pays. Jusqu'à maintenant, malgré différentes sollicitations, le gouvernement malgache s'abrite derrière *le principe de "souveraineté nationale",* comme raison de refus de renouvellement de son permis de travail. (D'après La Gazette du 03/08/05)

Radios privées : 35 stations illégales sur 244, 45 sont en cours de régularisation. Malgré ces irrégularités, ces stations continuent à émettre. Face à cette situation, le ministère n'a pas encore réagi brutalement, *aucune mesure contraignante n'est encore été prise.* *" Le ministère préfère la voie du dialogue.* Depuis le mois de janvier de l'année en cours, nous avons envoyé nos agents en provinces pour y rencontrer les responsables des radios privées, les convaincre à régulariser leur situation" a expliqué le ministre. Depuis une dizaine d'années, le nombre de radios privées créées ne cesse d'augmenter. Madagascar figurerait parmi les premiers pays africains à disposer d'un si grand nombre de stations-radios privées. *Cette situation reflète bien la liberté d'expression* et d'opinion, la liberté de s'exprimer, voie dans laquelle notre pays s'est engagé. Seulement, la fermeture de certaines radios privées a suscité des commentaires. A quand leur réouverture ? (D'après Tribune du 08/05/08)

Faute de dossier d'accusation, report du procès de RNA, Sky FM et RTF : à Tamatave, le procès des radios qui ont été accusées d'injures envers le pouvoir devait avoir lieu jeudi les 3 radios sont rentrées au tribunal sans connaître leurs peines. Les dossiers les concernant ont comme qui dirait «disparu». Pourtant, les radios n'auront pas le droit de travailler tant que le verdict n'aura pas été prononcé. (D'après Les Nouvelles du 16/08/05)

L'« éthique de reportages sur les enfants » :l'UNICEF invite les journalistes à une session de réflexion sur les droits des enfants. Dans un contexte où ces derniers se retrouvent de plus en plus souvent au cœur de l'actualité à travers des sujets tels la maltraitance, l'adoption, les abus sexuels, l'éducation, situations qui ne jouent pas toujours en leur faveur, l'UNICEF réagit en sa qualité d'organisme doté d'une mission, entre autres, de défense des droits des enfants. La session a ainsi été l'occasion pour les professionnels des media de mieux cerner la Convention relative aux Droits de l'Enfant et par la même occasion, de défendre des points de vue, logiques eux aussi, sur la primauté de l'information sur les autres paramètres en jeu dans la production d'un article. (D'après Midi du 27/08/05)

SYNDICALISME

Syndicalisme embryonnaire : le taux de syndicalisation à Madagascar reste faible, 10% seulement. *Les dirigeants sont souvent trop vieux et ils ne militent que pour leurs propres intérêts.* Quand ils obtiennent satisfaction, ils ne se préoccupent plus des autres membres. *Rares sont les luttes syndicales qui aboutissent. Les employés ne connaissent pas souvent leurs droits légaux en matière de syndicalisation.* C'est surtout le cas dans les entreprises franches. Quelquefois, les employeurs usent de tous les moyens pour défaire ces organisations en cas de conflit. La question de la représentativité de ces organisations se pose de plus en plus : ces dernières années, leurs adhérents ont perdu bon nombre de leurs effectifs. (D'après La Gazette du 06/08/05)

ECONOMIE

FMI : conditionnalités

FMI : pas d'aide avant 2006. Les missions FMI se suivent, mais ne se ressemblent pas. Après le passage de Mme KRUGER, qui a bénéficié d'un écho médiatique retentissant, grâce à un satisfecit au régime, se sont succédés au moins deux missions. La dernière en date, fin juillet, a donné lieu à la *décision de report en 2006 d'une importante aide du FMI.* Il s'agit là d'un échec de l'Etat malgache qui n'a pas réussi à convaincre les hommes du FMI pour la conclusion d'un nouveau programme succédant à la dernière FRCP (facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance). Ce report d'une enveloppe financière conséquente aura des *conséquences sur notre balance de paiements* qui reste déficitaire en dépit d'effacements de dettes obtenus dans le cadre de l'IPPTE. Cet échec risque, par ailleurs, *d'affecter nos relations avec tous les autres bailleurs de fonds*, aussi bien bilatéraux que multilatéraux. La question qui se pose est donc de *savoir pourquoi le FMI a-t-il décidé de reporter les négociations à l'année prochaine.* Est-ce à cause de la nouvelle décision du Président de la République d'accorder 2 ans d'exonération à l'artisanat et à l'importation du riz ? *Les faibles performances du pays en matière de recettes fiscales*, depuis le début de l'année, semblent aussi expliquer le report des négociations, le FMI préférant attendre la loi de Finances pour 2006 pour décider en conséquence. (D'après La Gazette du 04/08/05)

Crise budgétaire, annulations de crédits, « réquisitions »

Institutions et ministères au régime avec l'annulation de 58 milliards Ar. de crédits : la mesure a été prise pour "résorber le gap de financement" résultant de *nombreuses dépenses imprévues dans le budget 2005*. Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer les mesures de ralentissement des dépenses publiques. Il s'agirait de la *faiblesse des recettes douanières et fiscales* qui n'ont pas atteint les objectifs fixés pour la fin du deuxième trimestre. Il y aurait également les dépenses imprévues pour le paiement des arriérés de la Société générale de Surveillance (SGS) et l'assainissement partiel de la *dette de la Jirama*. Le tirage de la Banque africaine de Développement, prévu cette année, a été reporté en 2006. Les mesures de "régulation de l'exécution budgétaire" s'imposent ainsi "pour préserver l'équilibre budgétaire et permettre la poursuite de notre programme avec nos partenaires financiers, notamment le FMI et la Banque mondiale." (D'après Les Nouvelles du 03/08/05)

L'Etat sans-le-sou : le "3P" [Partenariat Public Privé] au banc des accusés : la réduction du budget de certains ministres s'explique par *l'excès de générosité de l'Etat envers certaines sociétés privées*, ainsi que par *l'exécution des projets extra-budgétaires*. Le poids exagéré des investissements décidés en cours de route par le gouvernement, les dépenses extra-budgétaires en terme technique, ont fini par voir raison d'un trésor public déjà sérieusement fragilisé par l'insuffisance du recouvrement des recettes fiscales. Contraint de sauver une situation catastrophique et sans doute soumis à des pressions importantes de la part des bailleurs de fonds, comme le FMI, le ministère de l'Economie a décidé d'utiliser la manière forte avec l'amputation des crédits alloués à plusieurs départements, y compris celui de la Présidence. *L'Etat est allé trop loin dans sa gestion privée des affaires publiques*. Les bailleurs de fonds l'ont d'ailleurs déploré. Le fameux "3P" a été interprété de travers. Le partenariat est devenu actionnariat. On a même poussé un peu trop loin le bouchon en déviant l'interventionnisme de l'Etat vers sa compromission. L'Etat régulateur, l'Etat investisseur est devenu, l'Etat bailleurs des privés. On comprend mieux ainsi *l'implication grandissante de l'Etat dans les affaires religieuses*. Ce qui gêne c'est que l'Etat ne peut pas emprunter aux églises quand il est dans la dèche comme c'est le cas. (D'après L'Express du 06/08/05)

Achat des 4x4 des députés : 4 milliards Ar de l'Etat. Beaucoup se sont interrogés sur l'origine exacte des véhicules des membres de l'Assemblée nationale, lors de leur acquisition, en septembre 2003. Lors de la cérémonie de remise officielle de ces Toyota le Président a évoqué la dotation comme un résultat palpable des 3 P (Partenariat privé-public), soit entre lui et des sociétés privées japonaises. Il s'agit de quelque 200 voitures dont 160 pour les députés et 39 pour la gendarmerie. Ensuite, M. RAVALOMANANA a déclaré qu'il n'y a pas eu utilisation de l'argent de l'Etat : « *Cela n'est pas inscrit dans le budget* ». Toutefois, ces Toyota ont été bel et bien payées par des fonds publics. D'après nos informations, elles ont été *achetées sous forme d'une réquisition* (encore !) (D'après La Gazette du 29/08/05)

Budget de l'Etat : 136milliards Ar illégalement dépensés en 2003 et 2004. Catastrophique ! Le mot n'est peut-être pas encore assez fort pour traduire la gestion financière de l'Etat : en 2003 et 2004, le régime du Président RAVALOMANANA a réquisitionné 136 milliards Ar dont 46 milliards en 2003 et 90 durant l'exercice budgétaire 2004. Des fonds qui sont sortis du Trésor public sans que cela soit prévu dans le budget de l'Etat et donc, sans suivre la procédure normale de gestion des dépenses publiques (engagement, liquidation, ordonnancement et paiement). (D'après La Gazette du 22/08/05)

Le sénateur ADOLPHE RAMASY interpelle le président RAVALOMANANA sur les dépenses extra-budgétaires : il dénonce les *amalgames présidentiels sur la gestion privée et la*

conduite de l'Etat. ADOLPHE RAMASY a dédouané les techniciens qui « s'efforcent de mettre en place un système moderne et transparent d'exécution et de contrôle des finances publiques ». Des efforts qui resteront vains, a estimé cet élu, tant que le Chef de l'Etat et le Premier ministre continuent à multiplier les dépenses extra-budgétaires. Cette pratique des est à l'antipode des règles qui devraient régir l'exécution du budget de programme, a indiqué le sénateur qui a par ailleurs *dénoncé le mélange de genre dont le Chef de l'Etat est selon lui coutumier.* A ce propos, il s'est demandé "en vertu de quel droit RAVALOMANANA donne des ordres à des parlementaires qui sont constitutionnellement investis de pouvoirs pour le contrôler". RAVALOMANANA n'a manifestement pas compris son rôle" en faisant l'amalgame entre "vendre du yaourt et diriger une nation", devait conclure sarcastiquement le sénateur. (D'après Les Nouvelles du 09/08/05)

Amputation du budget déplacement de la Présidence ? Par le biais de son député LIVA RAHARISON, l'AVI interpelle le régime. Si l'Etat a décidé de réduire de 28% les budgets de fonctionnement et d'investissement des ministères et des Institutions de la République, est-il sûr de ses priorisations ? Le député *s'inquiète de savoir si les 12 milliards Ar prévus par la loi des Finances pour couvrir les déplacements du Président de la République dans les régions font également l'objet de cette décision d'amputation budgétaire.* (D'après Les Nouvelles du 10/08/05)

Hélicoptères de M. RAVALOMANANA : 1,6 milliards Ar pour la location en 2003. Le Président de la République ne voyage pratiquement qu'en hélicoptère pour les tournées à l'intérieur de la Grande Ile. Mais cela a malheureusement un coût : 1,6 milliards Ar, c'est du moins le montant des *réquisitions recensées par l'Inspection générale de l'Etat (IGE).* Ce montant ne comprend pas la réquisition faite par le ministère de l'Intérieur en février 2003 pour un montant de 0,54 milliards et destinée au paiement de la location des hélicoptères utilisés durant la campagne législative de décembre 2002. Ces hélicoptères qui appartiennent à la compagnie sud-africaine Sapphire Executive Air, étaient arrivés à Madagascar dans le cadre de la campagne présidentielle de 2001. Le contrat était alors conclu par le groupe Tiko dont le fondateur se présentait à la course à la magistrature suprême. Depuis, les hélicoptères sont restés. (D'après La Gazette du 24/08/05)

Les amputations budgétaires commencent à faire des ravages : les fonctionnaires et prestataires de services affichent leur mécontentement devant cette défaillance. Fournisseurs non-payés, travaux suspendus, approvisionnements interrompus ou encore missions annulées. En commençant par les entretiens périodiques des bâtiments et du parc roulant, en passant par l'arrêt de l'approvisionnement en fournitures de bureaux jusqu'au frais de communication et la liste est longue... *La réduction des dépenses prend des aspects inquiétants tant au niveau des fonctionnaires qu'à celui des prestataires de services des ministères.* (D'après L'Express du 17/08/05)

L'image de bonne gouvernance économique arborée par le pouvoir vole en éclats : désormais, ce dernier ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Car les bailleurs lui ont fermé les robinets tandis que sur place, il a réussi à dresser contre lui les «sauveurs» habituels en cas d'ennui. Mais le Chef de l'Etat a claironné que «*Dieu pourvoira!* ». En attendant donc un miracle. (D'après Midi du 10/08/05)

Mépris de l'état de droit : la décision d'amputer le budget 2005 de 25% traduit *l'absence de prévoyance.* Et la manière avec laquelle cette amputation a été menée montre un mépris de l'Etat de droit. Voté par les deux chambres, le budget a fait l'objet de débats. Pour autant, *le parallélisme des formes aurait du être respecté quand le gouvernement a décidé de réduire*

son budget. Il aurait dû faire voter par les élus une *loi de finances rectificative* pour entériner cette réduction. Apparemment, *la procédure n'a pas été respectée pour ne pas «officialiser» la faillite de l'Etat*. Une simple note interne a avisé les départements ministériels de la mesure. On constate un *décalage entre les discours et les actes du gouvernement*. D'un côté, les responsables s'auto-attribuent les lauriers de bons gouvernants. De l'autre, l'on assiste à une série de dérobades dans laquelle le culte du secret l'emporte sur une communication digne de ce nom. (D'après *Midi* du 25/08/05)

Dépenses hors-budget 2005 : rattrapage des dérapages incontrôlés dans le budget 2006. Si l'amputation a permis de récupérer quelques liquidités, les ministères devront accuser le coup l'année prochaine. Le gouvernement est contraint de gérer une situation catastrophique. Les réquisitions de fonds aux montants exorbitants procédés par certains départements sont venues aggraver une situation déjà préoccupante par l'insuffisance de l'approvisionnement des caisses de l'Etat. Les mesures d'urgences prises par les autorités ne sont que *des palliatifs sans garantie à long terme*. *Aucun signe d'amélioration ne se profile à l'horizon* et la conjoncture internationale n'est pas pour arranger le cas de Madagascar. Des mesures de régularisation sont attendues dans la prochaine loi de finances avec toutes les conséquences que cela suppose. L'application du budget-programme depuis cette année a mis encore plus en évidence *le recours aux dépenses extra-budgétaires*. (D'après *L'Express* du 25/08/05)

L'Etat n'a jamais tant souffert financièrement que cette année : les déclarations du ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, BENJAMIN ANDRIAMPARANY RADAVIDSON confirment que le pays traverse une crise, *qui trouverait son origine dans le recul de traitement du dossier de Madagascar au CA de la BAD*, consécutif à un retard de deux mois de l'élection du Président de cette institution. Ce retard a coûté un crédit de 2,5 millions de dollars *et cette ressource ne sera disponible que l'an prochain*. (D'après *Midi* du 11/08/05)

L'État contraint à des emprunts massifs : le pire est à craindre. Le gouvernement augmente le recours au *Bon du Trésor par voie d'adjudication (BTA)*. Autrement dit, le Trésor Public est toujours dans un état critique malgré l'amputation budgétaire. Ce qui veut dire que tous les moyens seront donc déployés pour attirer plus de privés à participer à l'opération et, au final, approvisionner les caisses de l'Etat. La participation au BTA intéresse les opérateurs privés et surtout les banques. (D'après *L'Express* du 11/08/05)

Faillite de l'Etat et financement de l'économie : si l'épargne des banques primaires s'amenuise du fait du ravage du BTA, on peut une fois de plus s'attendre à un *scénario pas du tout confortable en matière d'accès aux crédits destinés à l'investissement privé*. La transformation de l'épargne en crédits figure parmi les rôles primaires qui incombent aux banques primaires. *Pas d'épargne, pas d'investissement, et c'est ce dernier qui assure la croissance économique*, L'actuel schéma laisse prévoir qu'il n'y aura pas assez de crédits pour financer les investissements privés alors qu'il constitue un gage pour atteindre l'objectif de croissance économique de 7 % pour cette année. Depuis que le FMI a décidé d'ajourner en 2006 la suite des pourparlers avec Madagascar, *il est difficile de compter pour cette année sur les aides budgétaires de la part de nos créanciers*. La possibilité *d'augmenter les recettes en matière d'impôt demeure comme toujours un casse-tête* difficile vu que le Président de la République vient d'annoncer à nouveau 2 années de détaxation au profit des artisans. Avec tous les questionnements que cela a soulevés. Sans parler des *manœuvres dilatoires et discriminatoires qui freinent la rentrée des taxes et droits à l'importation*. (D'après *Tribune* du 13/08/05)

La paie en retard - les fonctionnaires s'inquiètent : théoriquement, la somme allouée au paiement des soldes des fonctionnaires, ce qui représente à peine 4,5% du total du budget, n'est pas concernée par l'amputation décidée par le gouvernement. "*Cette mesure touche uniquement le budget hors-solde*", expliqué le ministre de l'Economie, des finances et du budget ANDRIAMPARANY RADAVIDSON. Mais la réalité semble avoir du mal à suivre cette logique. "*A cette allure, le pays risque de vivre au jour le jour*", clament les observateurs. Malgré des efforts notables en matière de communication de la part des dirigeants, *des informations capitales restent inaccessibles.* (D'après L'Express du 24/08/05)

Une crise majeure en dépit des apparences ! Même si le pouvoir minimise la crise financière, tout porte à croire qu'il traverse réellement une crise majeure. Après la crise politique (vraie-fausse démission du président de l'assemblée), voici la crise financière. Elle n'a rien de passagère. Elle est tellement sismique que même le ministère des Travaux Publics a dû reporter à l'année prochaine des travaux programmés pour le courant du 2ème semestre. *Il faut se reporter à 1981 pour trouver la même situation : un Etat en faillite !* Depuis, le pays vit sous perfusion de la Banque mondiale et du FMI. Champions de la démagogie, *les dirigeants successifs ont transformé le fait d'être sous programme en une performance.* En réalité, il s'agit précisément d'être sous surveillance puisque notoirement les dirigeants, de quelque bord qu'ils soient, sont incapables de préserver les grands équilibres macro-économiques. Des établissements financiers et d'autres souscripteurs de bons du Trésor ont cessé de souscrire en dépit des juteuses plus-values qu'ils génèrent. La conséquence fut immédiate. L'Etat s'est trouvé à court de liquidités du jour au lendemain. Cette décision montre que la confiance en l'Etat est défaillante de la part de ces opérateurs (D'après Midi du 27/08/05)

Coopération, bailleurs de fonds

«Démocratie et Droits de l'Homme» : un financement de l'ambassade américaine de 60 400 USD pour les 7 projets dans le cadre du Fonds de l'Ambassade américaine pour la Démocratie et les Droits de l'Homme. Cette enveloppe est destinée à financer des projets proposés par des communautés dans le but de promouvoir les institutions démocratiques et les Droits de l'homme. 16 000 dollars sont réservés au Programme qui intègrera *la connaissance académique de la gouvernance et des Droits de la femme avec des applications pratiques* dans deux régions. 10 000 dollars sont affectés à un projet qui vise à *sensibiliser l'opinion sur les abus dont les femmes et les enfants souffrent.* Une autre somme, 13 000 dollars est destinée à l'organisation de séminaires consacrés à la *réduction de la pauvreté.* (D'après Tribune du 05/08/05)

L'ambassadeur MCGEE a noté que le Gouvernement de Madagascar a montré sa *volonté politique pour combattre le trafic de personnes* en prenant des décisions importantes pour la mise en place d'une stratégie nationale, portant, entre autre, sur le *tourisme sexuel*, l'accès des mineurs aux boîtes de nuit, la mise en conformité des lois de Madagascar avec les normes internationales (en particulier sur *l'adoption*), *le soutien aux victimes*, la production de *programmes éducatifs* pour la radio et la TV. Suite à cet effort coordonné, Madagascar a été supprimé de la Liste des Pays à Risque de Niveau Deux établie par le Gouvernement Américain. Selon l'Ambassadeur, le Gouvernement Américain croit que Madagascar est un *nouveau leader dans la lutte contre le trafic humain dans le sous-continent africain* (D'après Tribune du 11/08/05)

Le sommet des maires francophones se tiendra à Antananarivo en novembre : la 25ème Assemblée générale des maires francophones se tiendra dans la capitale malgache fin

novembre. Il verra la participation de *137 maires issus de 39 pays* membres de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), pays qui utilisent totalement ou partiellement la langue française. Les communes urbaines d'Antananarivo, Toamasina, Antsirabe et Antsiranana, qui y sont affiliées, y prendront part. Cette année, l'accent sera mis sur les grandes villes et le *microcrédit*. La mairie d'Antananarivo a adhéré à l'AIMF en 1996. Depuis, les domaines de coopération se sont diversifiés. L'information des différents services, dont celui qui établit les actes d'état civil, l'amélioration de l'administration et de la gestion communale sont autant d'avantages tirés par la mairie d'Antananarivo depuis son affiliation à l'AIMF. (D'après *Les Nouvelles* du 26/08/05)

La France appuie Madagascar dans la promotion de ses exportations : cette aide de l'AFD, d'un montant de 2,6 millions d'euros aura comme objectif d'accroître le volume des exportations, de renforcer les capacités d'accès à l'information et l'accompagnement sur les marchés extérieurs. L'AFD a accordé en 5 ans plus de 106 millions d'euros au financement de 12 grands travaux à Madagascar. Le marché français demeure le principal importateur des produits malgaches. (D'après *Xinhuanet* du 07/08/05)

Investissements étrangers, commerce extérieur, tourisme

Mine - Début des exportations de l'ilménite [dioxyde de titane] en 2008 : la société canadienne Qit Madagascar Minerals SA (QMM) vient d'annoncer le début des travaux d'investissement pour l'exploitation du gisement d'ilménite de Tolagnaro. *Près de 585 millions de dollars seront dépensés* pour construire les infrastructures nécessaires. La durée des travaux est prévue pour 3 ans. La première cargaison d'ilménite prête à l'emploi partira vers le Canada en 2008 à raison de *750 000 t par an*, c'est-à-dire près de *10% des besoins mondiaux*. "Le gisement est parmi les plus importants du monde", a déclaré le consul honoraire du Canada à Madagascar et représentant- de QMM. Le gisement devrait permettre de combler à long terme les besoins de l'industrie de la peinture, principale utilisatrice de titane. Cette *exploitation apportera à l'Etat près de 20 millions de dollars par an* avec les redevances minières et aussi les dividendes car l'Etat est actionnaire de QMM avec près 20 % des actions. En outre, elle engendrera près de *600 emplois directs et 1600 indirects*. Plusieurs travaux seront exécutés parallèlement. Le plus important est la construction d'un *nouveau port en eau profonde, le plus grand de Madagascar*. Ce port sera mis à la disposition de l'Etat à la fin de l'exploitation, mais les opérateurs locaux pourront l'utiliser bien avant. Cette décision est l'aboutissement de *20 ans de préparation*. Arrivée à Madagascar en 1986, QMM, une *filiale de la société Rio Tinto* du Canada, a investi près de 60 millions dollars dans les études d'impacts environnementaux et les œuvres sociales. "L'investissement est plus important pour la population d'une région où l'environnement est dans un état de dégradation avancé", précise le représentant de QMM. (D'après *L'Express* du 04/08/05)

Le pharaonique projet d'exploitation des sables minéralisés de la région de Fort Dauphin va donc être lancé par QMM, filiale du géant minier anglo-canadien Rio Tinto, avec une participation de 20% de l'Etat. Et c'est bien sûr celui qui paie, qui finance et investit qui tirera les plus importants profits de cette mise en exploitation d'un gisement d'ilménite, dont on extrait aussi le titane. *C'est la loi de l'économie de marché, qui s'applique avec plus de rigueur encore aux pays pauvres*. Quand on ne dispose ni de la technologie nécessaire, ni des capitaux indispensables, il n'est malheureusement pas possible de tirer le maximum de

retombées économiques et sociales des richesses naturelles d'un pays. C'est en quelque sorte *la «perte ajoutée» du sous- développement*. Est-ce pour autant qu'il fallait laisser dormir cette richesse du sous-sol, en attendant que le pays soit à même de s'imposer sur le marché mondial des minerais, après avoir fait la preuve de ses capacités à les exploiter ? En plus de *l'impact environnemental, longtemps débattu*, c'était tout le dilemme de la mise en exploitation des trésors de l'extrême Sud-est du pays. (D'après *Les Nouvelles* du 05/08/05)

Investissements à Madagascar : «Trop d'interventions et trop d'emmerdements». La crise de 2002 appartient au passé. Toutefois, les opérateurs économiques affichent encore une certaine réticence. Ce sont les termes de JAMES BOND, représentant de la Banque mondiale, pour dénoncer les freins que l'administration oppose encore à l'investissement privé. Des propos prononcés lors d'une cérémonie réunissant le gratin politique malgache. Pour le représentant de la Banque, ce sont *le manque de sécurité foncière et la lourdeur des procédures douanières* qui suscitent la méfiance des opérateurs étrangers. JAMES BOND regrette également *la multiplication des interventions des pouvoirs publics*, tant pour l'octroi des permis d'exploitation minière que pour la délivrance d'autorisations d'exportation et la création de nouvelles activités. Un sentiment que semble partager le représentant du FMI, SAMIR JAHJAH, qui réclame la *«réduction des interventions discrétionnaires et trop nombreuses de l'administration»*. Depuis la prise de pouvoir du très libéral MARC RAVALOMANANA, ces investisseurs venus d'ailleurs sont attendus comme le messie, garantie d'une croissance qui réduirait enfin la pauvreté. La performance de 2004 est toutefois meilleure que celle de l'année précédente mais elle demeure très insuffisante. *Pour les 500 entreprises françaises installées sur la Grande Île, il a fallu s'adapter aux tracasseries administratives, à la «corruption endémique», aux employés indéclicats, au manque d'adhésion du personnel aux concepts occidentaux de «culture d'entreprise»*. Les premiers à conseiller de ne pas s'implanter à Madagascar sont les entreprises étrangères déjà présentes sur place. (D'après *Tribune* du 06/08/05)

Péril jaune ? OPA chinoise sur une banque. La CMB (Compagnie Malgache de Banque), après avoir végété pendant 3 ans, va pouvoir, avec l'aide de capitaux chinois, se faire une place au soleil. *Une banque chinoise, leader en Chine Populaire, vient de réussir son OPA amicale sur la CMB*, en mettant sur le tapis 54 milliards Ar. Une somme colossale qui, une fois de plus, confirme cet appétit planétaire de la Chine. Déjà installés dans l'île à travers des entreprises franches et des casinos, les investisseurs chinois disposent désormais d'une force de frappe redoutable. (D'après *La Gazette* du 10/08/05)

La Chine est devenue le premier pays exportateur de biens à Madagascar aux dépens de la France. La Chine a fourni 20% des importations de Madagascar en juin, alors que la France, ancienne puissance coloniale, en a livré 18%. "*Ce n'est pas un phénomène surprenant car comme tous les pays du monde, Madagascar répond à l'extraordinaire expansion du commerce chinois dont les biens sont les moins chers au monde*", a déclaré le secrétaire général au ministère du Commerce. "*Madagascar, qui est très ouvert à la libéralisation, ne peut échapper à l'expansion chinoise.*" Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, Marc Ravalomana s'efforce de renforcer les liens de la Grande Île avec les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Afrique du Sud et la Chine, *ce qui réduit le poids de la France dans l'économie du pays*. (D'après *Reuters* du 17/08/05)

Vanille : les cours continuent de chuter : la transformation de produits naturels présente de plus en plus d'attrait chez les opérateurs. La situation actuelle du marché donne plus d'intérêt à *l'industrialisation du produit*. La vanille transformée en essence et en huiles essentielles pourrait être une voie d'écoulement des surplus. *Le contexte, qui n'était déjà pas*

reluisant, devient critique pour la filière vanille. Le cours mondial poursuit sa débandade. Le kilo est vendu à **25 dollars**. La conjoncture était pourtant excellente il y a quelques années. Le prix du kilo de vanille était négocié à **450 dollars**. Une opportunité que les producteurs malgaches n'ont pas voulu laisser passer. Plusieurs sites de production se sont créés depuis la campagne 2003-2004. Madagascar a fourni en 2003 les **62,30 % des 2284 tonnes d'importations mondiales**. La situation a aussi profité aux autres pays producteurs. Aujourd'hui, *la concurrence avec les autres pays* accentue encore ce marasme. L'avenir de la filière reste préoccupant. La vanille représente cependant pour les Malgaches une *source de revenus essentielle*. Les principaux acteurs de la filière vanille sont estimés à **80.000 familles de planteurs**, 6.000 préparateurs et 32 exportateurs. Madagascar a retrouvé sa place de leader mondial depuis 1996. (D'après L'Express du 05/08/05)

Café : chute de 66% de la production depuis les années 60. La filière café de Madagascar est descendue tellement bas que le pays a perdu une grosse part sur le marché mondial. Après la chute des cours mondiaux du café, dans les années 90, la filière avait du mal à se relever et porte toujours les séquelles d'une crise mondiale. Les plantations ont été abandonnées et les caféiers ont vieilli. *Madagascar n'a pas su établir une stratégie agricole pour soutenir le développement de ses filières d'exportation.* (D'après Midi du 22/08/05)

Tourisme - La Grande Ile figure dans les agendas des vacanciers du monde. Les sites touristiques sont bondés. La saison touristique 2005 sera différente de celle de l'année précédente. Dans les sites touristiques, le taux de remplissage des hôtels dépasse les 90% pour le mois d'août. Après une saison 2004 plus ou moins mitigée, le secteur semble donc parti sur une note très positive. (D'après Midi du 12/08/05)

Crise du riz

«Madagascar pourrait exporter du riz» : la production n'a cessé d'évoluer de 2002 à 2004. En 2002 elle était de 2,14 t à l'ha, elle est passée à 2,42 t en 2004. Le marché du riz pour cette année présente des signes positifs, la plupart des zones faisant état de rendements plus élevés qu'en 2004. A ce rythme, appuyé par les efforts à entreprendre, Madagascar *pourrait établir un marché dynamique où la balance du riz local et du riz importé serait équilibrée.* Pour ce faire, il faudra prendre compte des facteurs clés pour la bonne production qui sont de promouvoir les importations des engrais et des matériels agricoles pour pouvoir s'en procurer à prix abordable. De plus, il faudra assurer la bonne maîtrise de l'eau et l'utilisation des semences. Il faut aussi promouvoir les variétés à haut rendement. Les marchés d'exportation les plus évidents sont le Kenya dans le cadre des termes de l'échange favorable du COMESA. Enfin, une dernière solution est la réduction de la consommation de riz au profit de nouveaux aliments de base, notamment le maïs. (D'après Tribune du 01/08/05)

Faible productivité rizicole : l'idée d'exporter est incongrue. Au cours du dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC, des indiscrétions ont révélé que Madagascar se prépare à *exporter du riz de luxe dans la région SADC*. Cette idée paraît incongrue aux yeux de certains opérateurs dans la mesure où l'impulsion ne démarre pas de la base mais seulement d'une *poignée d'opérateurs* qui vraisemblablement, garderont le monopole. La production locale n'arrive pas à couvrir les besoins locaux, l'exportation de riz est plus un *moyen de servir l'intérêt d'une poignée de capitalistes* que d'augmenter d'une manière substantielle nos avoirs extérieurs et de relever le niveau de vie des paysans. A plus forte raison lorsque la demande de riz pour le marché local va s'accroître dans les années à

venir pour répondre à l'augmentation des bouches à nourrir. D'ici 2010, la population malgache devrait augmenter d'environ 32 % pour atteindre 19,3 millions d'habitants. La consommation de riz devra passer de 1,7 million de tonnes aujourd'hui à 4,2 millions de tonnes à ce moment-là. (D'après La Gazette du 26/08/05)

225 000 tonnes de riz à importer. Le pouvoir veille au grain pour juguler l'inflation. Les importations de riz sont encore d'actualité. Le besoin pour cette saison est de l'ordre de 225 000 t, d'ici la fin de la période de soudure, en mars 2006. *"Il s'agit de constituer un stock pour assurer la régularité de l'approvisionnement"*, tenait à expliquer un consultant de la Banque mondiale. Les estimations du ministère de l'Agriculture évaluent la hausse de la productivité entre 8 et 13 % mais le riz supplémentaire n'arrivera pas nécessairement sur le marché à cause du comportement des producteurs", soutient le consultant. Depuis la défaillance au niveau de l'approvisionnement de 2004, *la réaction des producteurs tend vers la conservation et le stockage.* Face aux producteurs, *les opérateurs rechignent encore à importer*, même avec l'allègement des taxes sur l'importation. L'opération ne serait pas rentable. Avec le prix actuel sur le marché mondial et la parité ariary et dollar américain, le riz importé sera vendu sur les étals à plus de Ar 1 000 le kilo. Dans ces conditions, les importateurs ne pourront pas se mesurer avec le riz importé depuis janvier et qui bénéficie d'un report de taxe. La réticence des opérateurs s'explique aussi par *l'incertitude quant à la position du gouvernement.* Ce dernier *devrait préciser clairement son rôle dans l'importation de riz.* Les recommandations des techniciens suggèrent *le retrait de l'Etat de l'appui à l'importation.* *"Cet appui handicape le dynamisme du marché et porte atteinte aux activités des opérateurs"*, explique la Banque mondiale. (D'après L'Express du 03/08/05)

Montée en flèche des prix - le kilo du riz à 1200 Ar : l'annonce de la détaxation sur le riz importé n'a pas suffi pour juguler la montée des prix, boostés par la hausse des carburants. Après avoir été stabilisé autour des 1 000 Ar pendant quelques semaines, le prix reprend lentement mais sûrement son orientation à la hausse. Tandis que le paddy déserte les étals des marchands, le riz blanc est bien mis en évidence avec des prix qui rappellent la crise récente. Le riz importé, qui était vendu à un certain moment à 700 Ar, se vend actuellement autour de 1200 Ar. Les autres denrées alimentaires suivent la spirale de la hausse. Malgré toutes les mesures entreprises pour pallier aux défaillances de l'approvisionnement, *le riz devient de plus en plus hors de portée des Malgaches.* Par suite de la généralisation de *la rétention du riz*, l'offre n'arrive pas à satisfaire la demande. A la différence de l'attentisme des opérateurs constatée l'année dernière, la cause de la crise sociale et économique qui se profile à l'heure actuelle aurait une *origine comportementale.* (D'après L'Express du 09/08/05)

Problèmes énergétiques et crise de la Jirama

Jirama : la société Fraise retire-t-elle ses groupes ? A côté des délestages, liés à l'approvisionnement en carburant, en particulier à l'incapacité de l'Etat à payer ses dettes (quelques 620 Milliards), la *Jirama est torpillée par des problèmes plus structurels.* Des pièces de rechange manqueraient cruellement pour les biens dont la société s'est vue confier la concession. Le fournisseur de la Jirama, *la société française Fraise, renâcle à satisfaire les besoins.* Ainsi en va-t-il de certains groupes électrogènes retirés, semble-t-il, pour des défaillances techniques. La société Fraise n'a concédé l'utilisation de ses groupes qu'au prix d'intenses négociations avec le siège. Il y aurait des problèmes d'arriérés, mais certains évoquent aussi les retombées négatives du contrat de gestion de la Jirama passé avec une société allemande. *Plusieurs chefs lieux de province se sont vus retirer des groupes électrogènes indispensables pour pallier à la pénurie.* (D'après Midi du 02/08/05)

Redressement de la Jirama : encore une réunion sur le devenir des créances. Même si la Jirama voit progressivement le bout du tunnel, *elle a encore des impayés de 50 milliards d'Ar*, qui correspondent à des *dettes d'exploitation*. Mais la Jirama a également des dettes à court et à long terme. Les pourparlers avec les créanciers ont déjà commencé. Ils ont abouti au *réapprovisionnement en gasoil et à la réouverture de crédits bancaires*. Le ministre a expliqué qu'il y a *3 sortes de délestage* : de *type économique*, suite à la crise financière comme la Jirama en a vécu une depuis quelques mois. Sur ce plan, sa situation devrait s'améliorer d'ici septembre-octobre suite à la hausse des tarifs. Le 2ème type est *technique*, il est lié à la vétusté des infrastructures de production et donc à des pannes. Le dernier type est *d'ordre naturel*. L'insuffisance de la pluviométrie entraîne un débit insuffisant pour les centrales hydroélectriques. Un plan de redressement est en cours d'élaboration, il porte entre autres sur la réduction des dépenses. Il s'agit aussi de réduire les pertes techniques et commerciales. Sur ce sujet, le ministre révèle que des gens *s'enrichissent illégalement dans le trucage de compteurs, les branchements illicites*, etc. Le *remplacement du gasoil par le fioul lourd*, moins cher, entre aussi en ligne de compte. (D'après La Gazette du 03/08/05)

La Jirama esquive les impayés de l'Etat : désormais, l'Etat doit payer à l'avance l'électricité qu'il utilise, en mode prépayé en terme commercial. Un appel d'offre international vient d'être lancé pour l'achat d'appareils nécessaires à ce changement. Plus de 6000 nouveaux compteurs remplaceront les anciens utilisés dans la plus part des établissements publics. On sait que *le recouvrement des impayés de l'Etat est un véritable casse-tête* pour la société. (D'après L'Express du 09/08/05)

11 milliards Ar réquisitionnés par le nouveau pouvoir et non restitués : après la fin des délestages économiques, une autre lumière reste à faire à la Jirama : la disparition de 11 milliards Ar. Le fait remonte à 2002, plus précisément le 28 novembre, date à laquelle le ministre des Finances et du Budget de l'époque, *avait ordonné au Trésor public de débloquer ce fonds par réquisition*. Le nouveau régime avait fonctionné sur réquisition en ce moment-là et avait continué à le faire jusqu'à récemment et qui sait s'il continue à le faire actuellement. Dans le cadre de l'enquête menée par l'Inspection générale de l'Etat (IGE), exigée par le FMI il se trouve *qu'aucune régulation n'a encore été faite par l'Etat*. (D'après La Gazette du 23/08/05)

Financement anti-délestage : aucune confiance en la Jirama. Après une gestion catastrophique qui a plongé tout le pays dans le noir, on ne peut plus accorder de crédit à la Jirama. Malgré les déclarations rassurantes du ministre de l'Energie et des Mines sur la capacité de la société de gestion allemande Lahmeyer, *la Banque mondiale a préféré procéder elle-même au paiement des 8000 T de gas-oil nécessaires à la Jirama* pour alimenter ses centrales thermiques. Mais les 5 millions de dollars prévus pour l'importation de gas-oil sont tirés du financement de 129,8 millions de dollars que la Banque mondiale vient d'accorder pour le projet pôle intégré de croissance (PIC). Ce projet ne prévoyait à aucun moment, l'importation de gas-oil. On peut s'estimer heureux que l'approvisionnement de la Jirama en gas-oil soit assuré car c'est (normalement) synonyme fin du délestage. Encore qu'on ne sache pas combien de temps les 8000 T achetées vont tenir. Par ailleurs, *aucun financement ne se profile à l'horizon pour l'augmentation de la capacité de production de la Jirama* alors que la libéralisation du secteur n'a jusqu'à présent intéressé que peu ou prou les investisseurs privés. Avec ce *détournement d'utilisation de fonds initiaux du PIC*, c'est l'essence même de la décentralisation qui est en jeu. Il ya a eu diktat de l'Etat central. (D'après La Gazette du 19/08/05)

Délestages : hélas, ça continue. On était en droit de s'attendre à une cessation de ces coupures, si on se réfère aux déclarations faites il y a 2 ou 3 mois par les autorités. Mais hier

le public est tombé de haut en apprenant du ministre de l'Energie que les délestages se poursuivraient au mois de septembre en dépit des assurances officielles. Apparemment d'ailleurs, ils ne se termineront jamais, car notre réseau d'électricité est assiégé par 3 genres de délestages : le technique, l'économique et le naturel. Si nous échappons à l'un, il ne faut pas pavoiser puisque nous serons rattrapés par l'autre. En juin, ce furent les délestages économiques, et actuellement, ce sont les délestages naturels qui nous prennent à la gorge. Si par miracle nous réussissons à nous débarrasser de ces 3 délestages, un quatrième type, jusqu'ici ignoré, s'emparera de nous : il devrait y avoir des *délestages artificiels*. Il s'agit de coupures de courant *entretenues contre toute logique*, alors que le réseau est assaini et que rien ne s'oppose plus à une alimentation constante en électricité. La population est volontairement maintenue dans le noir *dans un but électoraliste*. Et peu avant l'ouverture de la campagne de l'élection présidentielle, le courant sera subitement rétabli afin que tous poussent un gros soupir de soulagement. Les votants, dans l'isolement, se souviendront alors que le président sortant a réglé un problème devant lequel ses prédécesseurs étaient restés impuissants. (D'après *La Gazette* du 31/08/05)

Prochaine formation d'une « commission de choc pétrolier » : Madagascar instaurera une commission de choc pétrolier au sein du gouvernement afin *d'atténuer les impacts lourds de la déstabilisation de ce facteur exogène sur la vie quotidienne de la population*. Cette commission se chargera d'élaborer les différentes stratégies de l'Etat pour faire face à cette envolée du cours du pétrole. Des mesures macro-économiques pourraient être prises ou bien des actions en vue de la sécurité sociale seraient engagées. Une proposition *d'importation directe de carburant par l'Etat* depuis les pays producteurs n'est pas non plus à exclure. A cet effet, le gouvernement réapprovisionnerait les compagnies pétrolières, via un système dénommé "Hedging", appliqué par plusieurs pays dans le monde, dont Maurice. Cette commission sera tout de suite opérationnelle. (D'après *Xinhuanet* du 31/08/05)

Intégration régionale : COI, COMESA, CAE, adhésion à la SADC

COI : «Espace Océan Indien», un rêve brisé ! Le Sommet de la COI de lancer l'idée de créer «l'Espace Océan Indien» pour une *libre circulation des personnes et de favoriser les courants d'échange*. Mais, quelques jours après, le ministre français de l'Outre-mer a décidé de renforcer le contrôle par la mise en place *d'un fichier informatique enregistrant les entrées et sorties des ressortissants étrangers*. Ce rêve de copier l'Espace Schengen risque d'être ...brisé ! Contrairement aux attentes des autres pays membres de la COI, les autorités réunionnaises ont pris de nouvelles mesures visant à renforcer la lutte contre l'immigration clandestine et le travail illégal. A cet effet, à titre expérimental, le département de la Réunion a été choisi pour la mise en place de ce fichier. Les ressortissants des autres pays de l'Océan Indien n'ont pas caché leur inquiétude devant une *mesure jugée comme allant à l'encontre du principe de libre circulation des personnes*. Cette politique de "libre circulation réglementée" de l'un de ses membres *pourrait provoquer un remous au sein de la COI*. Dans le journal réunionnais " *Le Quotidien* ", l'avocat franco-comorien SAÏD LARIFOU a indiqué que "les mesures que vient de prendre le ministre de l'Outre-mer sont vexatoires". (D'après *Tribune* du 10/08/05)

"Le commerce régional demeure encore insignifiant pour la plupart des pays du sud-ouest de l'océan Indien ", observe l'Eco Austral, qui souligne que, malgré l'existence d'organisations telles le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Commission de l'océan Indien (COI). L'Afrique du Sud et Maurice sont les rares pays à émerger du lot et occupent une position de leader. En ce qui concerne Maurice, "la spécialisation industrielle mauricienne en fait également l'un des principaux exportateurs de produits manufacturés

de la région". *Madagascar, La Réunion et Maurice se positionnent comme les principaux acteurs du commerce intra-COI.* Cependant, les échanges de La Réunion avec les autres îles membres de la COI sont restés faibles, s'élevant en 2003 à 1,36% de ses importations et 7,7 % de ses exportations. Les échanges entre Maurice et La Réunion "demeurent toujours très déséquilibrés", les importations mauriciennes de l'île sœur se situant en 2004 à 6,5 millions d'euros alors que ses exportations vers cette même destination dépassaient les 20 millions d'euros. Maurice entretenait également une balance commerciale favorable avec Madagascar, la valeur totale des échanges entre les deux pays se chiffrant à près de 53 millions d'euros. (D'après Xinhuanet du 06/08/05)

Le COMESA et la CAE signent un accord d'intégration : le Marché commun de l'Afrique australe et orientale (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ont signé un protocole d'accord *pour collaborer dans le cadre des activités du programme de soutien pour l'intégration régionale de la Communauté européenne.* Cet accord fait suite à la signature le 22 juillet d'une contribution de 38 millions d'euros entre le COMESA et la Commission européenne pour la mise en œuvre d'un programme dit de soutien pour l'intégration régionale (RISP). La CE a financé le programme à hauteur de 30 millions d'euros tandis que le COMESA et La CAE vont conjuguer leurs efforts pour donner 8 millions d'euros. Le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie qui cherchent à promouvoir l'intégration économique et politique forment la CAE(EAC). (D'après AngolaPress du 07/08/05)

Adhésion à la SADC

Sommet de Gaborone - Derniers préparatifs avant l'adhésion de Madagascar à la SADC : le conseil des ministres des Etats membres de la SADC est consacré à l'adhésion de Madagascar "Madagascar ne pourra pas d'emblée assurer l'effectivité des accords de protocole, mais le pays a le devoir de prouver sa volonté d'adhérer aux objectifs de la SADC", souligne un économiste du secrétariat permanent. Les responsables pourraient approuver un protocole qui permettra *la libre circulation des personnes* au sein de la région, et Madagascar pourrait devenir un membre à part entière de la SADC après une *période de transition d'un an.* (D'après L'Express et Xinhuanet du 16/08/05)

Etre à la SADC, *c'est aussi accepter de cohabiter avec le Zimbabwe du dictateur Mugabe.* Un pays particulièrement infecte où les droits de l'homme ne sont pas respectés (opposants malmenés, les fermiers blancs expulsés, les journalistes emprisonnés...). Comment commercer avec un tel Etat sauvage ? C'est, entre autres, à cause de cela que les Seychelles ont quitté la SADC et que l'amiral RATSIRAKA a été réticent à son égard. (D'après La Gazette du 18/08/05)

Sommet de la SADC : nouvelle charte électorale. Selon PAUL BERENGER, Premier ministre mauricien, qui va en assurer la présidence pour un an, cette réunion représente des enjeux énormes pour la région. La nouvelle charte pour la tenue d'élections libres et justes dans les pays de la région représentera le gros morceau. « *Ce document a été soumis aux ministres et aux chefs d'Etat. Il faudra le traduire dans les faits après son adoption* », devait-il souligner. L'adoption de cette charte a son *importance dans la normalisation des relations entre la SADC et l'Union Européenne d'une part et avec les Etats-Unis d'autre part.* En effet, les relations de la SADC avec Bruxelles et Washington ont connu un certain ralentissement après les élections générales et présidentielles en 2002 au Zimbabwe, pays membre, qui, selon les observateurs internationaux, avaient été marquées par des irrégularités. (D'après Midi du 17/08/05)

La pleine participation des citoyens au processus politique, la liberté d'association, la tolérance politique, l'égalité d'accès aux médias de l'Etat pour tous les partis politiques, l'égalité de chances en matière de droit de vote et d'éligibilité, l'indépendance du judiciaire et

l'impartialité des institutions électorales sont entre autres les principes auxquels le pays doit se soumettre. Il devra en outre établir un environnement favorable à la tenue d'élections libres, justes et paisibles, mettre en place une commission électorale impartiale, inclusive, compétente, responsable et dotée de personnel qualifié. Afin d'assurer la transparence et l'intégrité des processus électoraux, l'Etat doit également faciliter le déploiement des représentants des candidats aux centres de vote et de dépouillement et l'accréditation des observateurs nationaux et étrangers. *Du chemin reste encore à faire jusqu'aux élections de 2007.* La commission nationale électorale reste encore dépendante de l'exécutif. L'accès de toutes les formations politiques aux médias publics est encore inégal. Le code électoral a été annoté pour une meilleure compréhension et interprétation, mais les travaux d'annotation ont décelé plusieurs points à améliorer pour que les élections soient réellement "free and fair" ainsi que le souhaite la Charte. (D'après Les Nouvelles du 18/08/05)

La réussite de l'intégration à la SADC repose sur le secteur privé, plus que jamais sollicité dans son rôle de pilier de l'économie. "Nous devons accroître notre compétitivité par rapport aux autres pays", avance TAHIRINIAINA RAJAONARIMANANA, consultant financier et économique. "L'intégration est dictée par une concurrence plus rude", poursuit-il. La conquête des marchés régionaux s'opère non seulement à travers la promotion des produits malgaches mais également au niveau du maintien et de l'amélioration de la compétitivité. A titre d'exemple, la Grande île *pourrait devenir le principal fournisseur des pays de la SADC en produits agricoles.* Madagascar est le seul grand producteur de riz de cette partie du continent. La SADC représente un marché de 228 millions de consommateurs dont la majeure partie est *dotée d'un pouvoir d'achat nettement supérieur à ceux des Malgaches.* (D'après L'Express du 19/08/05)

D'importantes disparités existent entre les pays membres de la SADC : quelles sont les chances de Madagascar pour percer au sein de la SADC ? Le problème est que la SADC est composée de plusieurs pays ayant atteint un *degré de développement différent.* De ce fait, des disparités énormes sont flagrantes. L'examen de la répartition de la population et du PIB révèle que 4 pays (RDC, Mozambique, RSA et Tanzanie) sur les 14 (donc Madagascar n'est pas encore considéré) renferment plus de 70 % de la population de la sous-région. 75 % du PIB revient à *la seule Afrique du Sud, dont la prépondérance est écrasante.* (D'après Les Nouvelles du 22/08/05)

RAVALOMANANA invite le secteur privé à s'investir dans la SADC : suite à son adhésion, la Grande île doit désormais rivaliser d'ingéniosité et de bon sens pour faire comprendre aux acteurs concernés et au grand public ce qu'est la SADC, et ses retombés. Le Président de la République a exhorté le gouvernement à *faire de la communication* sur le sujet. Maintenant que l'adhésion est acquise « *le temps est aux études* » affirme MARC RAVALOMANANA qui ne cache pas son désir de faire venir sur la Grande île des experts en commerce chargés de faire les études de marché en ce qui concerne les échanges avec la SADC. « *J'ai déjà pensé à 4, voire, 5 pays avec qui j'espère négocier* » affirme le Président. Néanmoins, pour ce qui est des investissements et des approches, la tâche échoue au secteur privé. « *A vous de vous investir, l'Etat sera là pour faciliter le processus* » lance MARC RAVALOMANANA. (D'après Les Nouvelles du 22/08/05)

Après l'adhésion à la SADC, Ravalomanana tourne-t-il le dos aux Français ? L'adhésion de Madagascar a été considérée comme une grande victoire pour les dirigeants. Du coup, à son retour de la conférence, le Président a annoncé que *l'anglais*, qui est la langue de l'ensemble des membres de cette communauté économique, *pourrait devenir une langue officielle à Madagascar.* Il a incité les présidents des deux assemblées à se pencher sur ce sujet. La

question est de savoir si le président malgache a tourné le dos aux Français ?, M. RAVALOMANANA cache son attachement à la langue de Shakespeare, pour rester encore membre de la famille de la Francophonie. (D'après Tribune du 24/08/05)

Oui mais comment, se demande-t-on un peu partout. Après l'échec de la malgachisation et un retour au français pas encore très convaincant, quel exemple suivre pour enseigner la première langue internationale ? (D'après Les Nouvelles du 24/08/05)

Des regroupements régionaux qui se chevauchent : l'Afrique comporte plusieurs blocs régionaux qui souvent se chevauchent, créant ainsi des problèmes : la COMESA (Marché commun pour l'Afrique orientale), la SADC, la SACU (Union douanière d'Afrique australe) ou encore la COI. Tout ceci s'intégrant au sein du NEPAD (Nouvelle politique économique pour le développement de l'Afrique). *Les accords commerciaux* entre les acteurs extérieurs et/ou les blocs régionaux se multiplient, *pas souvent compatibles*. Un exemple de ce fait survient dans les accords de partenariats économiques où des pays individuels de la SADC négocient avec l'UE en tant que membres du COMESA, de la SADC ou de la SACU. *Les orientations sont alors fragmentées*. Une autre raison du *retard de l'intégration régionale*. (D'après Tribune du 23/08/05)

Conjoncture, environnement économique, aménagement du territoire

Inflation : les mois à venir s'annoncent difficiles pour les consommateurs. L'INSTAT observe une stabilité du niveau général des prix au mois de juin. Mais il s'agirait du calme avant la tempête puisque les prévisions sont toutes des hausses. Les statistiques révèlent que la hausse du coût de la vie a déjà repris dans différentes provinces et ce, au grand dam des ménagères qui éprouvent de plus en plus de difficultés à gérer le budget familial. L'inflation a été amorcée par la reprise de la hausse des prix du riz en pleine période de récolte. L'arrivée des productions rizicoles, la petite partie, qui a été lâchée par les opérateurs de la filière, n'était pas parvenue à ramener à la baisse les coûts de cette denrée. Il faut savoir que le riz représente un poids important dans le panier de la ménagère. *Le relèvement du niveau du prix à la consommation est de 15,3% en glissement annuel*. Le pire est à venir. (D'après Midi du 02/08/05)°

Manque de transparence de l'environnement économique malgache : l'attrait de notre pays pour l'installation des nouveaux investisseurs venant des pays occidentaux comme la Suisse reste encore très limité. La réalité économique malgache dans laquelle ces investisseurs doivent opérer reste encore très complexe et ne respecte pas toujours les conditions d'un marché concurrentiel. *«Les compagnies suisses, investisseurs potentiels, non encore établies sont plus difficiles à attirer tant leurs regards sont hypnotisés par l'Inde et la Chine »* a affirmé le chargé d'affaires suisse à Madagascar, BENOIT GIRARDIN. *« Toutefois, plusieurs partenaires de renom se sont manifestés. L'attente que les procédures soient simplifiées, que les règles soient appliquées à tous de manière équitable et transparente, est forte, et je dois dire non encore vraiment satisfaite. Plusieurs cas concrets de complications ou de difficultés bureaucratiques, dont je tairai les noms ici, pourraient être mentionnés »*. (D'après La Gazette du 03/08/05)

Une économie de poker menteur : le vent d'affairisme ou de malhonnêteté qui souffle sur l'économie du pays n'est pas de nature à convaincre les bonnes intentions des uns et des autres, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou des opérateurs privés. (D'après Les Nouvelles du 03/08/05)

« Toamasina Oil Plant" : Quand Sarah est au... TOP ! Cette société TOP sera la grande usine de traitement d'huiles essentielles qui va s'implanter sous peu dans la capitale de l'Est. *Deux*

actionnaires, non des moindres, ont mis en commun fonds et savoir-faire pour la réalisation de ce projet ambitieux : SARAH RAVALOMANANA et Tiko. Mais, à y voir plus près, les deux ne font qu'un ! (D'après La Gazette du 10/08/05)

Création d'une nouvelle ville sur 100.000 ha à 177 km d'Antananarivo, sous l'impulsion de la région d'Analamanga. Objectif : extension de la ville d'Antananarivo. Mais surtout *donner aux opérateurs, tant nationaux qu'étrangers, l'opportunité d'opérer en... grand*. Sous une sécurisation foncière assurée. De l'eau potable. De l'équipement/mécanisation. Des prêts bancaires et financements déjà en cours de contrats ... Bref, une nouvelle ville signée : développements urbain et ... rural. Destination : à 177 km de la capitale, dans le district d'Ankazobe, un territoire réputé pour ses richesses minières. Egalement par ses potentialités agricoles. Ankazobe présente d'autres opportunités que la population commence à exploiter à partir de l'appui de divers organismes. Citons entre autres le test que l'ONG Green Island a effectué sur la *plantation du Jatropha*. Il s'est avéré positif et continue dans la contrée de Sambotsy où les habitants travaillent d'arrache pied pour la plantation sur environ 1000 ha. "Une usine pour l'extraction du Jatropha ne peut tourner qu'à partir d'au moins 5000 ha de plantation", assure le chef de Région. C'est dire que le marché est encore grand ouvert. Le district d'Ankazobe a été choisi par Green Island pour sa désertification avancée. "Non seulement pour un reboisement poussé mais aussi pour une meilleure exploitation. Puisque Ankazobe présente un espace viable et propice à l'installation d'éventuelles usines." "**Antananarivo a besoin d'être étendue**", ajoute le chef de Région PIERRE MANGANIRINA ANDRIANARISOA. "La région, pour ce faire, est prête à présenter aux opérateurs les avantages d'œuvrer dans d'autres horizons. Le concept du 3P sera vérifié à partir de ce grand projet de nouvelle ville qui sera, avant tout, une ville d'opérateurs ». (D'après Tribune du 04/08/05)

MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE

« **Vision Durban** » : **créer des aires protégées et détruire celles qui existent ? !** *Le parc national de Zombitse Vohibasia risque de disparaître*. Situé dans la commune rurale de Sakaraha, ce grand parc (36.803 ha) est actuellement menacé de destruction par des exploitants qui pénètrent dans le parc : coupes illicites, incendie, fabrication de charbon de bois, culture de maïs et de manioc, exploitation de saphir... tout y passe. Au total, plus de 1.500 ha ont déjà été détruits. (D'après Les Nouvelles du 05/08/05)

Les pirates modernes sont arrivés pour "sauver" le pays : ainsi, en conditionnant ses crédits à des exigences de libéralisation, *le FMI a frayé la voie à l'établissement dans l'île d'un projet du géant minier anglo-canadien Rio Tinto*. Le projet exigera que des centaines de millions de tonnes de terre, sur une étendue de plus de 6 000 hectares, soient draguées pour l'extraction de l'ilménite, que l'on traite à l'acide sulfurique pour obtenir du dioxyde de titane. Il faudra creuser un lac artificiel dans ce qui reste de terres boisées et le déplacer d'un mètre par jour, tandis qu'une machine aspire la terre et qu'une autre crible l'ilménite. La mine pourrait être en activité pendant 60 ans. Dans le cadre du nouvel élan des transnationales pour "verdier" leur image, *Rio Tinto s'évertue à démontrer l'indémontrable, à savoir, que l'industrie minière est durable pour l'environnement et pour les gens*. (D'après L'Express du 13/08/05)

« **Sans foi, ni loi** » - **Les manipulateurs de saphir ordonnent le pillage** : l'impuissance du gouvernement se fait sentir en ce qui concerne le trafic du saphir et du bois précieux dans la région de Sakaraha. Les opérateurs étrangers de Sri-Lanka ou autres se dévoilent et exposent leur supériorité. *Les devises parlent et la pauvreté sévit*. Le Parc national de Zombitse-Vohibasia est *menacé de disparition*. Il subit un envahissement extrême des trafiquants de

bois et des exploitants de saphir malgré les avertissements des responsables locaux. L'anarchie règne et si des mesures ne seront pas prises, le parc va disparaître. *Les gros bonnets du saphir font valoir l'humanitaire* pour réaliser leur visée, entre autres, distribution de vivres à ceux qui osent creuser pour eux mais à l'intérieur du parc. Les autorités sont impuissantes devant *les actes barbares de la population poussée par la hargne de vivre*. (D'après Tribune du 13/08/05)

Le projet d'exploitation de l'ilménite par QMM soulève une forte opposition de la part d'organisations environnementalistes telles qu'Amis de la Terre, Conservation International et WWF. Mais le Directeur exécutif de QIT, SERGE LACHAPELLE, a annoncé : "*Nous allons continuer, quoi qu'il arrive*". Le "plan durable" de la compagnie consiste à laisser intacte, dans chacun des 3 emplacements proposés pour les mines, une zone de conservation équivalant à 10% de la superficie consacrée à l'activité minière. D'autre part, la compagnie procéderait à restaurer 10% des forêts, et à planter dans la surface restante des arbres de croissance rapide. (D'après L'Express du 16/08/05)

PLANIFICATION FAMILIALE, SANTE PUBLIQUE

Planification familiale (PF) - Nouveau programme de réduction de la mortalité maternelle et infantile : Madagascar vise à réduire le taux de mortalité infantile qui est de 58 pour 1 000 naissances vivantes. Le programme de planification familiale a été révisé en vue d'atteindre *l'Objectif du développement du millénaire en l'an 2015* qui consiste à *réduire de 3/4 la mortalité maternelle et de 2/3 la mortalité infantile*. Ce nouveau programme quinquennal (2005-2009) sur la planification familiale adopté en décembre 2004 fait actuellement l'objet de vulgarisation. Des efforts ont été réalisés concernant la santé maternelle et infantile. Néanmoins, beaucoup reste à faire si l'on se réfère aux indicateurs de la 3ème enquête démographique et de santé réalisée en 2003-2004. Le taux de mortalité maternelle a connu une légère baisse. Il est passé de 488 pour 100 000 naissances vivantes en 1997 à 469 en 2003. Concernant l'utilisation de la contraception chez les femmes, elle a connu une nette augmentation, passant de 5 % en 1992 à 18% en 2003. (D'après L'Express du 01/08/05)

La vulgarisation de la PF, une nécessité nationale pour le bien-être de la famille : la PF constitue **un outil essentiel pour la réduction de la mortalité maternelle et infantile**. Cependant, le taux d'utilisation de la contraception reste encore faible. Etant donné l'importance du rôle joué par la PF dans le développement socio-économique, une nouvelle stratégie a été adoptée visant à accroître la demande de services, à améliorer l'offre de services et à créer une politique favorable à la PF pour le bien-être de la famille. *Le taux d'utilisation de la contraception chez les femmes en union a augmenté de 13% entre 1993 et 2003, passant de 5% à 18%*. Le gouvernement, avec la contribution de tous les organismes techniques, les partenaires sociaux et internationaux comme l'USAID, l'UNFPA et la Banque mondiale s'engage à mettre en commun les expériences en vue de forger la nouvelle stratégie. (D'après Les Nouvelles du 16/08/05)

SIDA : le risque d'explosion importante de l'épidémie est réel. En matière de prévention sinon de lutte contre l'épidémie, *Madagascar se doit d'agir vite*. Dans ce contexte, plusieurs raisons sont avancées : grande fréquence de multipartenariat sexuel occasionnel, prévention insuffisante en milieu de soins (application insuffisante des mesures de précaution universelle et insécurité de la transfusion sanguine). Une projection nationale de l'épidémie pour 2015 prévoit un taux de séroprévalence de 3% dans la population (hypothèse faible) ou de 15% (hypothèse forte). Dans ce constat, il est aussi avancé que la campagne d'information

actuellement menée reste parfois inadaptée. Les conséquences de cette situation devaient être incommensurables. (D'après La Gazette du 19/08/05)

Séropositifs répertoriés avant décembre : *“Le nombre exact des personnes vivant avec le virus du sida sera connu avant la fin de cette année”*. Cette information émane d'un responsable du service IST au sein du ministère de la Santé et du planning familial. *“A l'heure actuelle, les départements chargés du recensement des séropositifs s'activent à collecter des informations et d'établir les nouvelles bases de données sur le sida”*, apprend-on. Pour Madagascar, l'objectif est d'améliorer la prise en charge des séropositifs et de *réduire le taux de prévalence du sida, actuellement de 1,1 % dans le pays*. (D'après L'Express du 31/08/05)

Les musulmans et le SIDA - Fidélité et polygamie vont de pair : lutter contre le sida est l'affaire de tous. Les musulmans s'y mettent aussi en cadrant leur sensibilisation sur le contenu du Coran qui dénonce tout acte adultère. A partir de cette année, l'Association des musulmans malgaches (FSM) change de stratégie. Les Musulmans composent 12% de la population malgache. Leur implication dans les activités de sensibilisation sur le SIDA s'avère ainsi nécessaire. *“Le Coran prône la fidélité dans le couple et n'incite pas à l'utilisation des préservatifs qui est interdite”*, explique le secrétaire général de la FSM. La polygamie étant une pratique courante, la lutte contre le sida tient compte des us et coutumes. *“Si un musulman peut avoir quatre femmes- c'est le maximum-, ses épouses doivent passer par un test de dépistage et l'homme et ses femmes doivent rester fidèles pour ne laisser aucune chance à la maladie”*, ajoute ce responsable. Le jeûne fait partie aussi des stratégies utilisées par la FSM pour mener à bien sa lutte. Cette pratique permet d'échapper à toute tentation et de faire un examen de conscience. (D'après L'Express du 10/08/05)

Hygiène : 2000 chiens errants abattus dans la capitale. Le Bureau Municipal d'Hygiène d'Antananarivo a abattu environ 2000 chiens errants au cours d'une opération spéciale. L'opération vise, tout d'abord à *prévenir l'éventualité d'une épidémie de rage* étant donné que le nombre de chiens errants, au cours des dernières années, semble avoir connu une augmentation exponentielle. (D'après Matora du 10/08/05)

Peste : alors qu'on n'entend presque plus parler de la peste dans les pays occidentaux, cette maladie sévit toujours à Madagascar. 12 quartiers à haut risque à Tana-ville. 200 à 300 cas par an ont été identifiés sur l'ensemble du territoire. Pour Antananarivo, 77 cas ont été recensés en 2003, contre 85 en 2004, et 40 durant le premier semestre 2005. Et même dans la commune urbaine, on compte encore 12 quartiers réputés pour être des foyers pesteux. (D'après La Gazette du 18/08/05)

Soins gratuits : Où en est le projet ? « Santé pour tous » n'est pas un slogan vide de sens. Interrogé sur les soins gratuits pour la population la plus démunie, le ministre JEAN LOUIS ROBINSON a tenu à préciser que le projet est en cours de réalisation. *« Ce projet est mené conjointement avec les fokontany, les Communes dans tout Madagascar. Ces collectivités décentralisées identifient la cible, les personnes les plus pauvres à qui on distribue les cartes, dites “carte de solidarité”. Celles-ci donnent accès à des soins gratuits »*. Se faire soigner gratuitement est un des souhaits les plus chers des Malgaches étant donné que la conjoncture économique actuelle *ne leur permet plus d'accéder même à des soins primaires*. (D'après Tribune du 19/08/05)

Les interventions du PAM doivent être renforcées, souhaite le président RAVALOMANANA

Le Président *n'est pas du tout satisfait* des interventions menées par le Programme alimentaire mondiale (PAM), surtout celles qui sont axées sur l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants dans les zones défavorisées. (D'après *Les Nouvelles* du 25/08/05)

Au 31/08/2005, 1 euro = 2458 Ariary (cours pondéré)